



NATIONS
UNIES
SÉNÉGAL

SNU MAGAZINE

SYSTÈME DES NATIONS UNIES AU SÉNÉGAL

Ne laisser personne pour compte

<https://senegal.un.org>

Numéro 3 - Octobre 2021



Soutenir les jeunes pour mieux reconstruire

Exposition photo Journée des Nations Unies



3 Investir dans la jeunesse pour une relance socio-économique durable

ENTRETIEN

- 6 Entretien avec Cécile Compaoré Zoungana, Représentante Résidente du Bureau Pays de l'UNFPA

ÉCONOMIE

- 10 Lancement de la deuxième phase du parc industriel intégré de Diamniadio (P2ID) par le Président du Sénégal Macky Sall.
- 12 Depuis plus de 10 ans, l'UNCDF contribue à l'émancipation économique des jeunes au Sénégal à travers l'inclusion financière.
- 13 De potentiels émigrés clandestins à entrepreneurs à succès.
- 14 La FAO et 3FPT mettent en œuvre le Programme d'accélération du modèle d'insertion des jeunes agripreneurs.
- 15 Des migrants de retour réintégrés par OIM, devenus entrepreneurs à succès au Sénégal.

FOCUS

- 17 La Journée des Nations Unies célébrée au Sénégal
- 19 Couverture sanitaire et gestion de la COVID-19 lors du grand Magal réunissant plus de 3 millions de pèlerins.
- 21 Apprentissage, changements climatiques, égalité des genres, engagement citoyen : Pourquoi la voix et l'engagement des jeunes comptent ?
- 24 Agri-jeunes « Tekki Ndawñi » : un projet pour l'inclusion socioprofessionnelle des jeunes ruraux.
- 26 La formation professionnelle lancée par OIM donne de nouveaux espoirs aux jeunes migrants Sénégalais de retour.
- 28 Renforcer les compétences et créer des opportunités pour promouvoir l'emploi des jeunes.
- 30 Diandioli ou l'univers des demi-lunes au cœur de Matam.
- 32 Shula Ndiaye, une artiste engagée auprès des jeunes.
- 35 L'ONUDC organise son tout premier concours de criminalistique numérique en Afrique pour sensibiliser à la cybersécurité.

GENRE

- 37 Génération Égalité - Forum des jeunes : un cadre de concertation, d'engagement et de plaidoyer pour l'avenir des femmes et des filles.
- 39 Soutenir le développement local pour mieux favoriser l'autonomisation économique des jeunes filles.
- 40 Jeunes... Leaders... Engagées... : Parcours du Club des Jeunes de Filles de Kolda.
- 42 Une jeunesse engagée pour un futur égalitaire : L'association DECLIC lance la campagne Génération Égalité en Casamance.

PARTENARIAT

- 45 Renforcer le partenariat entre la France et le Système des Nations Unies au Sénégal.
- 47 Changer des vies par le biais du volontariat.
- 49 Autonomiser les jeunes et favoriser leur participation au développement par le volontariat.

ÉDUCATION

- 52 Accélérer l'éducation des jeunes et des adultes au Sénégal grâce à l'alphabétisation.
- 54 Intégrer le digital pour assurer la continuité des apprentissages des plus vulnérables : le Sénégal innove avec l'appui de l'UNESCO.

UN GLOBAL



- 57 Journée des Nations Unies - 24 Octobre
- 57 Journée mondiale de l'alimentation - 16 Octobre
- 58 Journée internationale de la fille - 11 Octobre
- 59 Journée internationale de l'habitat - 4 Octobre
- 59 Journée internationale de la démocratie - 15 Septembre



Chef d'édition

Papa Cheikh Sakho Jimbira

Rédacteurs

Alpha Omar Diallo - ONUDI
Aissata Sall - UNFPA
Bery Kandji - UNV
Carmen Corbin - ONUDC
Hawa Seydou Diop - ONU Femmes
Louis Philippe Sagna - PAM
Maam Suwadu Sakho Jimbira - FIDA
Malick Sall - UNCDF
Mame Fatou Touré - PNUD
Maria Dombaxi - HCR
Moussa Diop - UNICEF
Ndèye Coumba Diadiou - OMS
Papa Cheikh Sakho Jimbira - RCO
Théodore Somda - UNESCO
Yacine Cissé - FAO
William Bougaire - OIM

Design :

Ibrahima Souleymane Mbengue

 <https://un.senegal.org>

 facebook.com/onusenegal

 twitter.com/OnuSenegal



Réception du premier lot de 324.000 doses de vaccins anti-COVID-19 au titre de l'initiative COVAX par Son Excellence le Président Macky Sall, en présence du Ministre de la Santé, du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, des Représentantes de l'OMS et de l'UNICEF au Sénégal.



Communication sur les Risques et Engagement Communautaire #CREC avec des socio-anthropologues de la santé qui impliquent la communauté dans la lutte contre la COVID-19 par la promotion des mesures de protection individuelle et collective.



Investir dans la jeunesse pour une relance socio-économique durable



La pandémie de COVID-19 montre combien les changements auxquels aspire la jeunesse sont nécessaires et les jeunes doivent être pleinement associés à ces changements.

Siaka Coulibaly

Coordonnateur Résident du
Système des Nations Unies au Sénégal



Forte de son rôle fédérateur unique au niveau global, de sa mission au service de tous les peuples et de sa vocation à accompagner le développement, l'Organisation des Nations Unies a lancé sa Stratégie pour la jeunesse, Jeunesse 2030, pour soutenir les jeunes, en répondant à leurs besoins, en les aidant à faire entendre leur voix, mais également en les appuyant dans leur action.

Comme l'a rappelé le Secrétaire général de l'ONU, monsieur Antonio Guterres à l'occasion de la Journée internationale de la Jeunesse célébrée le 12 août dernier, les jeunes sont le fer de lance des efforts visant à édifier un avenir meilleur pour l'humanité. D'ailleurs, comme il l'a également rappelé, la pandémie de COVID-19 montre combien les changements auxquels aspire la jeunesse sont nécessaires et les jeunes doivent être pleinement associés à ces changements.

A l'instar de la plupart des pays africains, le Sénégal est également caractérisé par l'extrême jeunesse de sa population, avec 42% de la population âgée de moins de 15 ans et un âge médian se situant à 18 ans, selon les chiffres de l'Agence Nationale de la Statistiques et de la Démographie (ANSD).

Le Système des Nations Unies au Sénégal salue et félicite l'engagement du Chef de l'Etat et de son Gouvernement, en faveur des jeunes ; engagement qui s'est encore manifesté dans les mesures fortes prises lors du conseil présidentiel pour l'insertion et l'emploi des jeunes, notamment le Programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socioéconomique des jeunes, dont l'exécution devrait couvrir l'ensemble du territoire national. Le Chef de l'Etat a lui-même rappelé que ce programme d'urgence doit obéir aux critères « *d'inclusion, d'équité territoriale et de justice sociale* »,

comme ceux qu'il a défini pour les politiques publiques.

Aussi, le Système des Nations Unies au Sénégal soutient le processus national pour le développement de la jeunesse impulsé par le Gouvernement du Sénégal avec le Programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion des jeunes et l'élaboration du PSE Priorité Jeunesse 2035, dont les axes majeurs s'intègrent pleinement dans le Cadre stratégique global du Secrétaire général des Nations Unies. Pour rappel, ces axes sont l'éducation et la formation ; l'emploi et l'entrepreneuriat ; la santé et le sport comme facteurs d'inclusion sociale ; et la créativité, la culture et la citoyenneté.

Le développement de la jeunesse et la mobilisation des jeunes sont des questions transversales centrales pour les cadres de planification du Système des Nations Unies au Sénégal (le Bilan Commun de Pays et le Plan Cadre de Coopération des Nations Unies Pour le Développement Durable 2019-2023) et pour l'Agenda de développement durable à l'horizon 2030.

Le Système des Nations Unies au Sénégal, notamment à travers l'engagement de plus de seize de ses Agences, soutient les trois axes du PSE Priorité jeunesse, à travers un engagement au service du déploiement du processus, à la fois technique et financier.

Au nombre des Agences engagées au service du déploiement du processus, figurent l'UNESCO, la FAO, le FIDA, ONU FEMMES, l'ONU DC, l'OIM, l'UNCDF, l'HCDH, le BIT, UNV (Volontaires des Nations Unies), le HCR, le PAM, ONU SIDA, l'ONUDI et l'UNFPA, mais également le PNUD et l'UNICEF qui assurent la direction technique de la Stratégie jeunesse, sous la supervision du Gouvernement.

Il est heureux que les jeunes soient parties prenantes de toutes ces initiatives et se situent au cœur des dispositifs. C'est d'ailleurs dans cet esprit que le Gouvernement a adopté, à la suite du Rwanda, de la Guinée et du Burkina Faso, la Plateforme « *Youth Connect* » qui se présente comme le levier d'opérationnalisation du PSE Priorité Jeunesse 2035.

Le partenariat « *Generation Unlimited* », qui est un partenariat mondial visant à ce que tous les adolescents et les jeunes dans le monde soient en situation d'éducation ou de travail décent d'ici 2030, est une initiative à laquelle participent les Ministères et les organisations de jeunesse y compris le Conseil National de la Jeunesse au titre de co-partenaire, que le Système des Nations Unies soutient. Il faut également noter que sur le plan sous-régional, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) soutiennent les mesures de mise en œuvre du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité, conformément à la résolution 2250 (2015) du

Conseil de sécurité. Le Représentant Spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, M. Mahamat Saleh ANNADIF, plaide et œuvre en faveur d'une plus grande participation des jeunes femmes et des jeunes hommes à la prévention des conflits, aux élections et aux processus de paix. Dans le même sillage, le Coordinateur spécial des Nations Unies pour le Sahel, Abdoulaye Mar Dièye, reconnaissant l'importance et le rôle des jeunes en Afrique et au Sahel en particulier, est en train de travailler avec l'initiative « *Generation Unlimited* », à la mise en place d'un GenU Sahel, qui placera les jeunes au cœur des projets de développement aux niveaux national et transfrontalier.

Aussi, il s'avère aujourd'hui incontournable de placer les jeunes au centre des différentes initiatives, si nous voulons arriver à une relance socio-économique effective, résiliente et durable, après que la COVID-19 ait porté un coup rude à l'économie. C'est tout le sens de la stratégie jeunesse que le Système des Nations Unies est en train d'élaborer en appui au Gouvernement du Sénégal, mais également des initiatives en cours comme le Cadre des Nations Unies pour la Réponse Socio-économique immédiate à la COVID-19, adossé à celui déjà défini par le Gouvernement, à travers le Programme de Résilience Économique et Social (PRES), mais également le Plan d'Action Prioritaire Ajusté et Accéléré (PAP2A).

Comme le rappelle le Secrétaire général de l'ONU, monsieur Antonio Guterres, « *Les jeunes n'y arriveront pas seuls. Ils ont besoin d'alliés qui veillent à ce qu'ils soient consultés, inclus et compris* ». Nous demeurons convaincus qu'ils portent en eux les solutions, y compris pour vaincre la COVID-19, mais également pour pallier les carences de nos systèmes alimentaires, pour réduire les inégalités et bâtir un monde plus juste, pour endiguer la perte de biodiversité et faire face aux diverses menaces pesant sur notre environnement, et bien plus encore.

Le Système des Nations Unies au Sénégal réitère son engagement aux côtés des jeunes, pour leur garantir un avenir serein et résilient dans lequel personne n'est laissé de côté.

Siaka Coulibaly
Coordonnateur Résident du
système des Nations Unies au Sénégal





ENTRETIEN

Mme Cécile Compaoré Zoungrana, Représentante Résidente du Bureau Pays de l'UNFPA

Par Papa Cheikh Sakho Jimbira - Bureau du Coord. Résident

Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) soutient le Sénégal dans divers domaines. L'Agence mène des actions dans la Santé Reproductive (SR), le suivi des femmes enceintes jusqu'à l'accouchement et aux soins postnataux, la formation des travailleurs de la santé en divers sujets de Santé de la Reproduction (SR), la lutte contre les violences basées sur le genre, l'abandon des mutilations génitales, mais surtout en faveur des jeunes, comme la prévention des grossesses des adolescentes, les mariages précoces, etc. Mme Cécile Compaoré Zoungrana, Représentante Résidente du Bureau Pays de l'UNFPA, est revenue dans un entretien qu'elle nous a accordé, sur l'action de l'Agence au Sénégal, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Dans sa contribution à la riposte nationale, l'UNFPA a beaucoup œuvré en faveur des adolescents et des jeunes, qui ont été fortement impactés par la pandémie. Pouvez-vous revenir sur les grandes lignes des actions menées en faveur des jeunes, depuis le début de la pandémie ?

Dès le début de la pandémie, UNFPA/Sénégal s'est mobilisé pour appuyer les efforts du Gouvernement dans le cadre de la riposte à la COVID-19 en vue d'assurer la continuité des services pour l'atteinte des trois résultats transformateurs définis par l'organisation, notamment réduire les besoins non satisfaits en planification familiale, les décès maternels évitables, et les violences basées sur le genre.

Au niveau stratégique les premières mesures rapidement entreprises ont été la reprogrammation des ressources disponibles en engageant le dialogue avec les partenaires d'exécution et les donateurs, pour réviser certaines activités des Plans de Travail Annuels (PTA) 2020 de la Direction de la Santé de Mère et de l'Enfant (DSME), des dix régions d'intervention du Programme, du District Sanitaire de Popenguine, et de la Commune de Fass, Gueule-Tapée, Colobane à travers le Projet Fass Émergent.

Ainsi, un montant total de Un Milliard Douze Millions Quatre Cent Soixante Quatre Mille Cinq Cent Soixante Quatorze (1 012 464 574) Francs CFA a été reprogrammé pour répondre aux défis imposés par la situation d'urgence sanitaire que constitue la COVID-19, réparti comme suit : 42,116,324 FCFA pour le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale ; 170,000,000 FCFA pour le Ministère en charge du Genre, 109,896,250 FCFA pour le Ministère de la Jeunesse et 90,452,000 FCFA pour la Mairie de Fass-Gueule Tapée-Colobane. Nous avons également mené le plaidoyer auprès des bailleurs (le Canada et le Luxembourg) en vue de mobiliser des ressources additionnelles, nous permettant de mobiliser quatre cent quatre-vingt millions trois cent quatre-vingt-cinq mille six cent neuf (480 385 609 FCFA) auprès des Affaires mondiales Canada, pour renforcer les capacités des 5 régions médicales, ainsi que les ONG partenaires du programme au sud du Sénégal. Bien entendu, nous avons également recontextualisé les thématiques des événements spéciaux en réponse à la riposte contre COVID-19.

Sur un plan opérationnel, la continuité de l'offre de services de santé de la reproduction des adolescents et des jeunes (SRAJ) a été assurée dans le contexte de la pandémie avec des résultats significatifs, notamment l'octroi d'équipements de protection et médicaux au Centre de traitement des Épidémies dans la région de Kédougou ; le dépistage VIH (83643 jeunes de 15-24 ans), la supplémentation en fer (16095 adolescent(e)s) ; 392431 adolescents et jeunes ont eu accès aux services d'information sur la planification familiale ; 727 prestataires formés pour la réponse au COVID-19; 820 pairs Éducateurs et membres des organisations de jeunesse formés sur la Covid 19 et la continuité des services SRAJ/VIH ; 598 soignants formés en soins obstétricaux d'urgence ; 1630 membres de Clubs de jeunes filles orientées sur les messages de transmission, prévention du COVID et la disponibilité



des services SRAJ. Par ailleurs, Nous avons renforcé la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) et la résilience économique des ménages vulnérables qui sont restées le cheval de bataille de UNFPA, avec 102 000 000 FCFA accordés dans le cadre de l'initiative panier de la ménagère, et 68 000 000 FCFA pour divers achats de prévention des VBGs, kits de protection, avec des résultats clés (2192 agents du changement formés et actifs ; 49909 personnes sensibilisées (21267 femmes, 12641 filles, 10862 hommes et 5139 garçons) ; 779 victimes de VBG pris en charge ; 122 220 adolescents et jeunes ont eu accès à la prévention et la prise en charge des VBG ; 152 prestataires, Bajenu Gox, gendarmes, enseignants, conseillers municipaux, membres de clubs de jeunes filles, formés sur la prévention et la prise en charge multisectorielle des VBGs ; 141 membres de clubs de jeunes filles réinsérées à Kolda et Ziguinchor sur le plan socioéconomique en fabrication de teinture, savonnerie, batik et transformation de fruits ; 121 femmes et jeunes filles porteuses de fistules traitées, etc. Outre ces actions, nous avons beaucoup communiqué, en particulier à travers une campagne digitale réalisée sur les VBGs/MGFs dans le contexte de la COVID 19 avec 1822836 personnes sensibilisées. La résilience économique des ménages vulnérables a été renforcée à travers l'initiative panier de la ménagère qui a permis de toucher plus de 3000 ménages vulnérables dans les 5 régions médicales du sud du Sénégal, et le projet d'opérationnalisation du dividende démographique dans la commune de Gueule Tapée Fass Colobane (GTFC- Fass Emergent) pour un montant de 90 452 000 Francs CFA, avec comme résultats 2354 ménages vulnérables bénéficiaires de l'initiative panier de solidarité.

La pandémie a révélé au plan global comme local, la nécessité d'intégrer les questions de la jeunesse dans les politiques de développement et les stratégies de réduction de la pauvreté.

Comment cette nouvelle orientation stratégique est-elle prise en compte dans l'action de l'UNFPA au Sénégal ?

Les questions de la jeunesse ont toujours été au cœur des préoccupations de l'UNFPA qui a beaucoup œuvré pour assurer l'accès à l'information et aux services de santé reproductive pour les adolescents(e)/s/jeunes à travers une approche multisectorielle. Aujourd'hui, UNFPA est toujours dans cette dynamique d'intégration des questions de la jeunesse dans les politiques, plans et programmes de développement au niveau national. Dans sa stratégie destinée aux adolescents et aux jeunes, UNFPA s'engage sur cinq principaux axes stratégiques. Il s'agit de permettre un plaidoyer fondé sur des preuves pour l'élaboration, l'investissement et la mise en œuvre de politiques et de programmes complets ; de promouvoir une éducation complète à la sexualité ; de renforcer les capacités pour fournir des services de santé sexuelle et reproductive ; de prendre des initiatives audacieuses pour atteindre les adolescents et les jeunes marginalisés et défavorisés, en particulier les filles ; et de promouvoir le leadership et la participation des jeunes.

La pandémie a également accentué les inégalités liées au genre, en particulier chez les jeunes. Comment l'UNFPA au Sénégal œuvre-t-il pour que les filles et les garçons aient les meilleures opportunités pour développer leur plein potentiel ?

L'atteinte du résultat transformateur « Zéro violence basée sur le genre y compris les pratiques néfastes » est le fil conducteur de nos actions dans ce domaine. Pour que les jeunes en particulier les filles aient les meilleures opportunités pour développer leur plein potentiel, UNFPA a aussi développé, avec des partenaires stratégiques, deux initiatives phares (Le « New Deal » et « L'Ecole des maris »). En termes de résultats probants, le « New-deal » a réussi aujourd'hui

à réaliser l'objectif « *zéro grossesse* » et « *zéro mariage avant 18 ans* » au sein des membres des Clubs de Jeunes Filles (regroupant plus de 8000 jeunes filles) et a contribué à l'utilisation des services de SRAJ, à la baisse des cas de grossesses précoces, de mariages d'enfants et de VBG dans les communautés ainsi qu'au maintien des jeunes filles à l'école. Ces résultats remarquables ont fait la notoriété du « *New Deal* » dont l'expérience a été partagée lors du Sommet de Nairobi sur les 25 ans de la Conférence Internationale Population et Développement (CIPD+25). L'État du Sénégal s'est d'ailleurs engagé devant la communauté internationale à faire passer à l'échelle nationale cette expérience innovante. Aussi, l'initiative « *École des maris* » est devenue aujourd'hui une stratégie nationale pour l'implication des hommes dans la promotion de la santé de la reproduction au Sénégal.

Beaucoup de jeunes n'ont pas accès à la santé sexuelle et reproductive. Quelles sont les actions menées auprès des jeunes Sénégalais pour réduire les risques, y compris dans la lutte contre le VIH SIDA ?

Pour répondre aux besoins multiples des jeunes dans le domaine de la santé notamment leur l'accès à la santé sexuelle et reproductive y compris la lutte contre le VIH/Sida, notre approche programmatique repose sur l'inclusion et la participation des jeunes et de leurs communautés ; mais également celles du système de santé, à travers des actions clés en milieu extra-scolaire et scolaire arrimées aux quatre niveaux d'engagement définis dans les Plan de Travail Annuels et portant sur le Plaidoyer, le renforcement de capacités, l'offre de services et la gestion des connaissances. Lors des événements spéciaux (Journée Mondiale de la Population, Journée Internationale de la Jeunesse, Journée Internationale de la Fille, etc.) et dans d'autres tribunes, un fort plaidoyer est mené depuis des années par UNFPA et ses partenaires pour le renforcement de l'offre de services en Santé de la Reproduction (SR), Planification Familiale (PF) ; VBG (y compris les pratiques néfastes) au profit des jeunes. Par ailleurs, UNFPA, à travers ses partenaires de mises en œuvre, renforce les capacités des jeunes sur non seulement les services susmentionnés et la promotion de l'Éducation à la Santé de la Reproduction (ESR), mais également en Activités Génératrices de Revenus (AGR) pour leur autonomisation. En termes de résultats, on note (4) protocoles et standards élaborés destinés au personnel de santé relatifs à la fourniture de services de santé sexuelle et reproductive de qualité pour les adolescents et les jeunes ; plus de (10 000) jeunes (15-24 ans) filles et garçons ont bénéficiés des soins de santé de la reproduction ; plus de 312 centres et postes de santé offrant des services intégrés de santé sexuelle et de reproduction et de lutte contre le VIH/Sida adaptés aux besoins des jeunes dans les zones d'intervention du Programme ; 15 Centres Conseil Adolescents-CCA/

Bureau Conseil Adolescents-BCA/Espace Jeunes-EJ fonctionnels à travers le pays qui ont grandement contribué à lutter efficacement contre les grossesses précoces, les Infections Sexuellement Transmissibles (IST) y compris le VIH/Sida, la Planification Familiale, à développer les compétences de vie courante et le potentiel des adolescent (e)s/jeunes en vue de leur participation active dans le développement du pays ; plus de 200 000 jeunes (15-24 ans) dépistés du VIH/Sida dans le cadre des conseils et dépistages volontaires (CCA, EJ) dans les zones d'intervention de notre Programme.

La réforme des Nations Unies promeut les actions conjointes des Agences pour plus d'efficacité des Equipes Pays. Comment UNFPA Sénégal collabore-t-elle avec les Agences sœurs du Système des Nations Unies au Sénégal, pour soutenir les jeunes ?

UNFPA ne déroge pas à cette dynamique d'actions conjointes du Système des Nations Unies (SNU) pour donner tout son sens au « *Deliver as One* » DaO (Unis dans l'Action), garant de plus d'efficacité des équipes pays. UNFPA s'est engagé aux côtés des Agences sœurs du SNU, auprès du Gouvernement du Sénégal pour l'élaboration et la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE). Nous entendons jouer pleinement notre partition dans ce programme et en notre qualité de lead du SNU en matière de Santé de la Reproduction, nous faisons de la Priorité 2 – « *Education et Santé : faciliter l'accès des jeunes à un enseignement et des services de qualité* », notre priorité. Nous soutenons les jeunes du Sénégal pour libérer leur potentiel à travers d'autres actions conjointes, notamment le Programme conjoint UNFPA-UNICEF pour l'accélération de l'abandon des mutilations génitales féminines depuis 2008. Nous collaborons avec le PNUD, l'ONUDI, l'UNICEF, l'ONUFEMME dans le cadre du Projet Fass Émergent pour l'opérationnalisation du dividende démographique et pour lequel des fonds viennent d'être mobilisés auprès du UN Trust Fund on Human Security (UNTFHS) pour la localisation des Objectifs Durables pour le Développement (ODDs). UNFPA Sénégal, UNICEF, OMS et ONUFEMMES mettent conjointement en œuvre le programme MUSKOKA qui vise à renforcer les interventions nationales dans le domaine de la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant ; de la planification familiale ; de la santé de l'adolescent et la lutte contre les violences basées sur le genre et pratiques néfastes et de la lutte contre la malnutrition. En collaboration avec les autres Agences, nous apportons un appui technique et financier au Gouvernement et à ses partenaires pour la célébration des journées internationales ciblant les jeunes et les femmes (Journée internationale de la jeunesse, de la jeune fille, la journée tolérance Zéro Excision, la journée de la Femme, la campagne des 16 jours d'activisme etc.)



Avec 7 962 045 FCFA, le Centre a acquis 6 nouvelles machines pour augmenter sa capacité de production, d'accueil et de formation et lutter ainsi contre l'exode rural des jeunes filles (Projet Plateforme COVID19 pour le secteur productif vulnérable).



Sénégal, Commune de Ngaparou, Salla travaille à la boulangerie du Réseau MBURU. Ce dernier a reçu un financement de 120 millions de FCFA du WE! Fund, une société de capital investissement mise en place par UNCDF et le FONSI (Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques) et spécialisée dans le financement de projets contribuant à l'autonomisation économique des femmes.



Lancement de la deuxième phase du Parc Industriel Intégré de Diamniadio (P2ID) par le Président du Sénégal Macky Sall

Par Alpha Oumar Diallo - ONUDI



Le mardi 6 juillet 2021, le Chef de l'État sénégalais, Macky Sall, a procédé au lancement de la deuxième phase du Parc Industriel Intégré de Diamniadio (P2ID) avec l'Ambassadeur de Chine, le Représentant de l'ONUDI et le Chef de la Division de Coordination Régionale de l'ONUDI pour l'Afrique.

Lors de la cérémonie, le Président Macky Sall a remercié le Gouvernement chinois pour sa grande contribution à l'industrialisation du Sénégal et, en particulier, pour son soutien financier et technique à la deuxième phase du parc. Il a également félicité l'ONUDI pour son « *efficacité dans l'accompagnement de la transformation industrielle du Sénégal* » et pour son « *activisme industriel* ».

L'Ambassadeur de Chine a félicité le Président Macky Sall au nom du Gouvernement chinois pour la deuxième phase du P2ID qui marquera le « *renforcement de la souveraineté industrielle du Sénégal* » et « *contribuera au développement économique et social du Sénégal* ». L'Ambassadeur a ajouté que « *le parc industriel aidera à améliorer la structure économique, à réduire l'importation de produits*

étrangers, à accélérer la transformation industrielle et à consolider la position du Sénégal en tant que centre de production dans la région ».

Le Représentant de l'ONUDI a félicité le Président Macky Sall et le Gouvernement chinois au nom du Directeur Général. Il a rappelé la contribution du Programme de Partenariat Pays (PCP) de l'ONUDI, à la mise en œuvre du Plan Sénégal Émergent, notamment la révision de la politique industrielle et la réforme sur les zones économiques spéciales, l'appui à la création de parcs industriels, notamment la P2ID, et de trois agropoles et la création future d'un pôle minier régional. Il a également insisté sur le volet partenariat du PCP qui a « *contribué à mobiliser et sécuriser des financements pour l'ensemble des agropoles et plusieurs parcs industriels avec l'appui de la Banque africaine de développement, de la Banque islamique de développement, de la Banque européenne d'investissement et de l'Exim Bank of China* ». En outre, il a félicité les autres bailleurs de fonds tels que « *la Belgique, la Chine, la France, l'Allemagne, le Fonds pour l'environnement mondial, le Japon, la Corée du Sud et l'Union européenne qui ont accordé de plus en plus de subventions à des projets industriels au Sénégal* ».

Le P2ID se veut un espace pour les investisseurs, visant à créer les conditions d'émergence et de développement d'un pôle industriel favorisant la compétitivité, la croissance et l'emploi. Selon le Chef de l'État, « *ce qui est bien, c'est que cette friche est aujourd'hui pleine de vie et grouillante d'activité. Je viens de visiter des entreprises qui sont actives dans plusieurs domaines d'activités et secteurs et qui ont créé 1.400 emplois. La plateforme Diamniadio est financée par l'État du Sénégal* », a-t-il déclaré dans son discours. Avec cette deuxième phase, ce sont environ 23 000 emplois directs et indirects qui devraient être générés.

A travers le projet P2ID, l'État du Sénégal vise à renforcer le potentiel économique du pays en mettant à la disposition des industriels des espaces dédiés combinant d'une part des infrastructures et des services fiscaux et non fiscaux « significatifs et exceptionnels », selon le chef de l'État Macky Sall. Il cible la plupart des activités à fort potentiel de valeur ajoutée, non polluantes et créatrices d'emplois (industries, artisanat, manufactures, mécanique légère, textile et agroalimentaire...).

Après la première phase couvrant une superficie de 13 hectares, la deuxième phase du parc industriel intégré de Diamniadio est prévue pour couvrir une superficie de 40 hectares, pour un investissement de 110 millions USD financé par un prêt de l'Exim Bank China pour une période de 2 ans.

L'ensemble des infrastructures, soit plus de 235 000 mètres pour 17 hangars, un bâtiment et un parc logistique, sera construit par les entreprises chinoises Consortium Sichuan Road, Bridge Group Co.ltd et CGCOC Group Co.ltd Suarl.

Une des réalisations majeures du PCP Sénégal, le Parc Industriel Intégré de Diamniadio (P2ID) a été inauguré le 22 novembre 2018 par le Président Macky Sall en présence d'un large public de 3 000 personnes comprenant le Gouvernement, le secteur privé et la société civile ainsi que la communauté diplomatique établie au Sénégal et la presse et les médias.

A cette occasion, le Représentant de l'ONUDI avait remis, au nom du Directeur général de l'ONUDI, la distinction de Champion de la troisième décennie du développement industriel pour l'Afrique 2016-2025 au

Chef de l'État. Lors de cette première phase, quatre hangars avaient été construits et 7 entreprises avaient démarré leurs activités. Trois ans plus tard, le parc est entièrement occupé par 13 entreprises supplémentaires et il faut encore de l'espace pour les 30 nouvelles entreprises qui ont manifesté leur intérêt à rejoindre le parc.

Les entreprises déjà en activité travaillent dans divers secteurs tels que le textile, la production de cartes biométriques et de terminaux de paiement, la production de panneaux solaires et de véhicules électriques, la production de tubes en PVC, le conditionnement alimentaire, la production d'énergie (parc solaire), la logistique pharmaceutique, le traitement de l'or, la production de masques sanitaires, la production agroalimentaire et les services d'appui tels que la banque, l'assurance et l'ingénierie.

Depuis le lancement officiel du PCP Sénégal, l'ONUDI a contribué directement à la création du parc industriel de Diamniadio par le biais de diverses études menées par des experts internationaux, notamment le plan directeur du parc, une analyse coût-avantage pour sa gestion efficace et une assistance technique pour la réforme des zones économiques spéciales qui fournit des incitations financières et non financières spécifiques aux investisseurs. L'ONUDI a également soutenu en permanence, par le biais d'une assistance technique, les performances environnementales du parc, notamment la gestion des déchets, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, ainsi que le suivi des émissions de gaz à effet de serre. Au-delà du soutien à la promotion des investissements, au transfert de technologie et à la création d'emplois, l'objectif de l'ONUDI est de faire de Diamniadio un modèle de parc éco-industriel en Afrique. L'ONUDI a fait la promotion du parc auprès de Gouvernements et d'investisseurs étrangers à de nombreuses occasions au Sénégal, notamment à l'occasion d'une visite de haut niveau de l'Union européenne le 23 juillet 2019 et au niveau international à plusieurs occasions comme la Conférence générale de l'ONUDI à Abu Dhabi en novembre 2019.

Avant le lancement officiel de la deuxième phase du P2ID, le Président du Sénégal a inauguré avec l'Ambassadeur de France et le Représentant de l'ONUDI un mini-réseau solaire financé par un partenariat public-privé entre le Ministère du Trésor de la France et une société privée, Cap Vert Énergie. Cette centrale solaire, qui sera promue lors du Sommet Afrique-France 2021 comme un modèle pour soutenir les parcs industriels durables en Afrique, devrait couvrir de 30 à 50% des besoins énergétiques des entreprises opérant dans le parc et soutenir l'efficacité énergétique grâce à un système énergétique intelligent.



Depuis plus de 10 ans, l'UNCDF contribue à l'émancipation économique des jeunes au Sénégal à travers l'inclusion financière

Par Ass Malick Sall - UNCDF



Les jeunes ont beaucoup à offrir au monde du travail en termes d'innovation, de créativité, et d'enthousiasme. Néanmoins, la tranche 15 – 24 ans représente 70% des chômeurs[1] au Sénégal, un fléau qui touche particulièrement les femmes. Chaque année, 300 000 jeunes arrivent sur le marché du travail et seuls 10% sont employés sur le marché formel[2].

Le développement rapide de la finance numérique et de l'innovation numérique offre une opportunité de relever le défi de l'emploi des jeunes. UNCDF aide les jeunes à trouver des emplois par le biais d'initiatives numériques, englobant le développement des compétences, l'accès à l'épargne, l'accès au financement, la création de nouveaux emplois, ou l'accès à l'information.

UNCDF s'assure également que les jeunes en milieu rural ne soient pas marginalisés par la numérisation.

Ainsi, de 2018 à 2021, l'UNCDF a accompagné des prestataires de services financiers dans le cadre du projet PARERBA. Ce projet vise le développement d'une économie rurale dans les régions du bassin arachidier pour la création de 5 000 emplois durables pour les jeunes et contribuant à la sécurité alimentaire.



L'UNCDF et ses partenaires sont responsables de l'accès à des services financiers abordables et accessibles, ainsi qu'à des services non financiers de base comme l'éducation financière. En aout 2021, 7 849 nouveaux clients avaient ouvert un compte (dont 69% femmes), 4 972 bénéficiaires avaient participé à l'éducation financière, 298 354 de dollars américains d'épargne avait été collectés auprès des bénéficiaires et 1 102 672 de dollars de prêts avaient été octroyés. Le programme a été financé par l'Union européenne (UE) et mis en œuvre par l'Agence belge de Développement (ENABEL).

[1] Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI) - Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie, 2020

[2] Étude de cas : Les Services Financiers Numériques pour l'employabilité des Jeunes au Sénégal, UNCDF 2019



ÉCONOMIE

De potentiels émigrés clandestins à entrepreneurs à succès

Par Mame Fatou Touré - PNUD

Tous les deux sont jeunes et propriétaires de microentreprises à Bargny. En 2020, leurs activités ayant été fortement ralenties du fait des effets non souhaités des mesures instaurées en réponse à la pandémie, ils avaient planifié leur voyage périlleux et incertain vers l'Europe, convaincus de ne pas réussir au Sénégal. L'appel à candidature du Projet conjoint Plateforme COVID-19 pour l'appui au Secteur productif des Groupes vulnérables a changé leur vie. A l'issue d'un processus très sélectif, ils ont bénéficié chacun d'un financement de 4 976 208 F et d'un appui dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de leur business plan, avec des résultats très prometteurs.

Elhadji Ibrahima Sakho Samb, propriétaire de l'entreprise Moll Bou Magg, spécialisée dans la pêche artisanale à la ligne, en haute mer : « Avec la subvention, nous avons renouvelé les équipements et acheté une pirogue neuve d'une grande capacité, un moteur de grande puissance et des congélateurs pour la conservation des produits de la pêche. Les emplois directs de 6 jeunes pêcheurs et indirectement, l'activité économique d'au moins 13 femmes revendeuses ou transformatrices de produits halieutiques ont été consolidés ».



Ousseynou Mbengue, propriétaire de l'Entreprise « Tous Travaux Aluminium et Services Thiombé », spécialisée dans les travaux de construction aluminium : « J'ai pu consolider 16 emplois, m'équiper en matériels, déployer plusieurs équipes sur le terrain et gagner de bonnes parts de marché. J'ai été tenté par l'émigration clandestine, mais j'ai annulé mon voyage quand j'ai été informé de la mission de vérification du projet, venue me rencontrer dans le cadre du processus de sélection ».

La FAO et 3FPT mettent en œuvre le Programme d'accélération du modèle d'insertion des jeunes agripreneurs

Par Yacine Cissé - FAO



Favoriser des emplois ruraux décents pour les jeunes et développer l'entrepreneuriat dans les chaînes de valeur agricoles.

Fin avril 2021, le Gouvernement du Sénégal tenait un Conseil présidentiel pour définir Les orientations du « Programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion des jeunes ». Début mai, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) signait avec le Fonds de Financement de la Formation professionnelle et technique (3FPT) un accord de partenariat pour le « Programme d'accélération de la mise œuvre du Modèle d'Insertion des Jeunes Agripreneurs (PA_MIJA) ».

La FAO réaffirmait ainsi son engagement à accompagner le Sénégal dans la création d'emplois décents pour les jeunes. Avec ce Programme, les deux partenaires veulent aussi exploiter toutes les niches d'emplois agricoles et non agricoles au Sénégal : les métiers du numérique et de la digitalisation, la transformation et le conditionnement des produits des chaînes de valeur agrosylvopastorales et halieutiques locales.

« La dynamique de reconstruction et de valorisation des systèmes de production agricole est gage d'une bonne exploitation des chaînes de valeur agricoles pour favoriser l'employabilité des jeunes », a soutenu le Coordonnateur sous-régional de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest et Représentant de la FAO au Sénégal, Gouantoueu Robert Guei, lors de la signature de l'accord de partenariat.

La Directrice générale de 3FPT, Mame Aby Seye, a, elle, estimé que « ce partenariat contribue à la transformation économique inclusive du monde rural dans les secteurs agro-sylvopastoral et halieutique et à la réduction de la migration de détresse des jeunes, hommes et femmes établis dans les contrées ».

Le PA_MIJA cible les jeunes ruraux, les agro-entrepreneurs, les diplômés ou les migrants, dans les 14 Régions du Sénégal. Il envisage de former 15 840 jeunes, de créer 8 000 emplois décents, de créer ou de renforcer 5 000 entreprises et d'aménager 112 plateformes publiques et privées.

Capitaliser les résultats du MIJA

Prévu sur trois années (2021-2024), le PA_MIJA est une mise à l'échelle du Modèle d'Insertion des Jeunes Agripreneurs dans les chaînes de agricoles (MIJA) mis en œuvre au Sénégal entre 2017 et 2021, en collaboration avec l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ). Le MIJA est un modèle opérationnel de développement rural qui mise sur le potentiel des chaînes de valeur agrosylvopastorales et halieutiques pour booster l'employabilité et l'entrepreneuriat des jeunes, ainsi que l'autonomisation des femmes en milieu rural.

Développé par la FAO en appui au Gouvernement du Sénégal, le MIJA promeut une approche stratégique coordonnée en entrepreneuriat rural pour appuyer la création d'entreprises durables et d'emplois décents dans l'agriculture et les chaînes de valeur agricoles, afin d'améliorer les conditions de vie et de travail en milieu rural, particulièrement dans les zones enclines à la migration.

Durant la phase pilote du MIJA (juin 2017-décembre 2018) et la phase de consolidation (juin 2019-mai 2021), la FAO a appuyé la formation de jeunes agripreneurs en techniques de production et en entrepreneuriat dans l'élevage, l'aquaculture, l'aviciculture, le maraîchage et la transformation. Mis en œuvre dans les régions de Diourbel, Kédougou, Kolda, Louga et Saint Louis, le MIJA a formé 600 jeunes, créé ou consolidé 300 emplois décents, créé ou consolidé 138 entreprises et opérationnalisé trois plateformes intégrées à vocation de production, de transformation, de formation et d'incubation.



ÉCONOMIE

Des migrants de retour réintégrés par OIM, devenus entrepreneurs à succès au Sénégal

Par William Bougaire - OIM

Dans le cadre de l'Initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants, les migrants de retour reçoivent un appui qui permet de faciliter leur réintégration économique.

Cet appui permet aux migrants de commencer leur micro-business et de démarrer des activités génératrices de revenus. Parmi eux Elhadji Ndiaye, qui fait partie de cette nouvelle génération qui croit au potentiel de l'agriculture sénégalaise. Ce jeune migrant de retour, évolue dans le maraichage depuis plusieurs années, après avoir utilisé les méthodes traditionnelles à ses débuts, il s'est vite rendu compte des limites de ces méthodes. El'hadj décida alors de se rapprocher de l'ANIDA, qui est une structure de formation en agriculture où il choisit le domaine du système d'irrigation goutte à goutte. Il sort de ANIDA comme Technicien qualifié dans l'installation de système d'irrigation.

Certificat en main il propose ses services dans la zone des Niayes, qui est par excellence la zone maraichère qui fournit en fruit et légumes la majeure partie de la population sénégalaise. Il offre ses services dans plusieurs périmètres maraichers publics comme privés. En plus de ses services techniques Elhadji reste l'un des meilleurs exploitants agricoles de sa zone. En effet lors de sa dernière campagne il a pu faire un bénéfice de 1 150 000 F CFA (équivalent à 1700 €).

Le jeune entrepreneur a pu créer une vingtaine d'emplois directs et indirects, et parvient à prendre soin de sa famille et des proches. Le jeune père de famille ne compte pas s'arrêter en si bon chemin, d'ailleurs il prépare sa prochaine récolte qui représente un hectare d'oignons.

Migrant de retour Assane NDIAYE vient de récolter 7,5 tonnes de pommes de terre de son champ. Cette récolte lui permettra de subvenir aisément à ses besoins et à ceux de sa famille en attendant la saison des pluies. Retourné au Sénégal dans sa région natale de Kayar en 2020, Assane avait mis en place son champ de maraichage avec l'appui de l'Initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants. Le micro-business d'Assane lui permet aussi de créer de l'emploi : il a embauché son frère ainsi que deux membres de la communauté pour l'aider à travailler son champ.

Ces activités ont été rendues possibles grâce à l'appui de l'Initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants. Ce projet est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur par l'entremise de la Direction Générale d'Appui aux Sénégalais de l'Extérieur et le bureau pays de l'Organisation Internationale pour les Migrations au Sénégal.





FOCUS

La Journée des Nations Unies célébrée au Sénégal

Par Papa Cheikh Sakho Jimbira - Bureau du Coordonnateur Résident

Le Système des Nations Unies au Sénégal et le Gouvernement, ont célébré la Journée des Nations Unies, jour anniversaire de l'entrée en vigueur de la Charte des Nations Unies, le 24 octobre 1945. Cette année, la célébration a été placée sous le thème : *« Soutenir le Sénégal à réaliser ses priorités de développement, en lien avec l'Agenda 2030 et l'Agenda Commun des Nations Unies ».*

Pour rappel, la Charte des Nations Unies promeut des idéaux de paix, de justice, de respect des droits de l'homme, de tolérance et de solidarité ; valeurs chères à la République du Sénégal, qui cinq mois après son accession à l'indépendance, a été admis le 28 septembre 1960, comme pays membre de l'ONU.

En prélude à la cérémonie officielle, un webinaire a regroupé le vendredi 22 octobre, le Système des Nations Unies, le Gouvernement et les partenaires, avec la participation du Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération, monsieur Amadou Hott, pour poursuivre le dialogue de haut niveau en vue de permettre une relance socioéconomique rapide et soutenir le Sénégal à réaliser ses objectifs de développement.



Le Gouvernement, représenté par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, Maître Amadou Sall, représentant le Ministre des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur en déplacement hors du pays, les autorités du Ministère des Affaires Etrangères et de l'Intérieur, le Corps Diplomatique et les partenaires, ont célébré ensemble la Journée des Nations Unies, à l'occasion d'une cérémonie officielle, ponctuée par la diffusion d'un film sur les réalisations des Nations Unies au Sénégal et une exposition photo sur l'appui du SNU au Sénégal, dans la riposte contre la COVID-19. A cette occasion, le Sénégal a appelé par la voix du Ministre de l'Intérieur, à la mutualisation des efforts de



la communauté internationale pour promouvoir les trois piliers de l'action de l'organisation onusienne, à savoir le développement durable, la paix et la sécurité et les droits de l'Homme.

Se faisant le relais du plaidoyer de Son Excellence le Président Macky Sall, lors de la 76ème Assemblée Générale de l'ONU, le Garde des Sceaux a plaidé pour la mise en place d'un système multilatéral solide, qui prennent mieux en compte les voix des Africains, pour promouvoir la solidarité internationale et répondre aux besoins et aspirations de tous les peuples.

Le Sénégal, par la voix du Ministre de la Justice, a également affirmé son soutien continu à l'ONU et à son rôle important dans la résolution des problèmes communs pour apporter une réponse adéquate aux défis internationaux actuels et contribuer à la réalisation des objectifs de développement à l'horizon 2030.

Après avoir remercié le Gouvernement et transmis le message du Secrétaire général, Antonio Guterres, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Sénégal, monsieur Siaka Coulibaly, a réitéré l'engagement de l'Equipe Pays à soutenir le Sénégal pour réaliser ses priorités de développement.



« Je voudrais rassurer les partenaires au développement de toute la détermination du Système des Nations unies à renforcer notre partenariat en vue de soutenir ensemble des efforts de développement durable porteur de bien-être pour les populations du Sénégal. Nous demeurons convaincus, qu'en continuant de conjuguer nos efforts nous y parviendrons, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte, dans ce processus continu du développement économique et social. », a-t-il déclaré.

Couverture sanitaire lors du Grand Magal réunissant plus de 3 millions de pèlerins.

Par Ndèye Coumba Diadiou - OMS



A l'occasion du Grand Magal de Touba, l'OMS Sénégal a déployé une équipe multidisciplinaire pour accompagner la région médicale de Diourbel pour la couverture sanitaire lors de cet événement religieux.

Des millions de fidèles venant de toutes les régions du Sénégal et de la diaspora ont répondu présent à la commémoration du départ en l'exil au Gabon du Guide religieux de la confrérie Mouride.

L'OMS a envoyé son équipe, plus d'une semaine avant le Magal, pour identifier les besoins d'appui de la région médicale de Diourbel et renforcer la surveillance épidémiologique pour la COVID-19.

La mission déployée sur le terrain comptait un médecin de santé publique, deux socio-anthropologues spécialistes en Communication sur les Risques et Engagement Communautaire (CREC), un spécialiste de la Prévention et Contrôle des Infections (PCI). Une série d'activités a été mise en œuvre, en parfaite

synergie avec l'équipe de la région médicale de Diourbel et les Services de communication ; d'Education et d'Information Pour la Santé (SNEIPS) du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale.

A deux jours du Magal, des caravanes ont sillonné les rues de la ville sainte de Touba et du département de Mbacké, afin de sensibiliser sur l'hygiène, les mesures barrières, ainsi que les risques sanitaires liés au choléra et au paludisme.

Durant le Magal, des activités ont été menées conjointement avec l'UNICEF et le SNEIPS. Le personnel des grandes cuisines a été sensibilisé sur l'importance du respect des gestes barrières et des mesures d'hygiène alimentaire à l'aide de démonstrations sur le lavage correct des mains.

Une supervision conjointe avec la sous brigade départementale du Service d'Hygiène du district de Touba a été effectuée dans les Postes Médicaux Avancés (PMA) pour renforcer l'approche PCI/CREC.



Ce fut également l'occasion d'effectuer une évaluation de la PCI au niveau communautaire, pour évaluer l'environnement, les pratiques dans les ménages et les lieux de rassemblement du district de Touba.

« Au cours de la préparation du Magal nous avons effectué des VADs (Visites A Domicile) dans tous le quartier d'Izbou Tarkhiya pour rappeler les mesures barrières à la population afin de bien se protéger durant le Magal. Nous leur avons aussi demandé de bien nettoyer les toilettes pour une meilleure hygiène », nous a confié Penda Diabel Gueye, « Bajenu Gox » (Marraine du quartier) à Izbou Tarkhiya, très engagée pour sa communauté.

Penda, affirme aussi avoir convaincu au moins 50 personnes de sa localité à se faire vacciner contre la COVID-19 et compte bien continuer cette sensibilisation pour la vaccination au-delà du Magal. Au quartier Guédé Bousso, sous une chaleur accablante

est dressée une tente de PMA devant la maison de Baye Diop.

« Depuis 2012, à chaque Magal, j'achète des médicaments d'une valeur de 350 000 F CFA pour la prise en charge des consultations dans le PMA du quartier. Au vu de cette action, l'ancien infirmier chef de poste de Guédé Bousso a inscrit mon domicile sur la liste des implantations de Postes Médicaux Avancés (PMA). Nous magnifions vraiment l'appui de l'OMS et du service d'hygiène à notre communauté » a témoigné Baye Diop, habitant du quartier Guédé Bousso qui s'est toujours investi pour sa communauté.

La couverture sanitaire du Magal de Touba, qui est une expérience enrichissante, permettra de capitaliser les bonnes pratiques développées pour mieux gérer les risques sanitaires lors de prochains grands rassemblements.

Apprentissage, changements climatiques, égalité des genres, engagement citoyen : Pourquoi la voix et l'engagement des jeunes comptent ?

Par Moussa Diop - UNICEF



Le Fonds des Nations-Unies pour l'enfance (UNICEF) a initié au niveau mondial une approche visant à accompagner et soutenir la participation des adolescents et des jeunes dans la mise en œuvre de ses programmes à travers des consultations faites auprès d'eux. UNICEF Sénégal s'est joint à cette dynamique en cours dans 25 autres pays, pour accompagner une série de consultations au niveau national.

C'est un partenariat dynamique qui a été mis en place par l'UNICEF avec les réseaux, organisations, mouvements de jeunes, ainsi que les organisations œuvrant en faveur des droits des enfants et les sectoriels, pour organiser les consultations locales et en ligne. Ces consultations sont conduites par Social Change Factory, la Coalition Nationale des Associations et ONG en faveur de l'Enfant (CONAFE) et l'organisation Développement Citoyenneté Leadership Intégré et Communautaire (DECLIC).

Elles sont appuyées par le ministère de la Jeunesse et celui de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants, l'Association Sénégalaise d'Évaluation (SENEVAL) et les organisations non gouvernementales internationales Plan International, ChildFund, Save The Children, et World Vision. « *La voix des jeunes et adolescents doit être entendue dans*

l'élaboration, la mise en œuvre des politiques publiques et des programmes de développement » a souligné Silvia Danailov la Représentante de l'UNICEF à l'occasion des échanges avec ces derniers.



Les consultations sont conduites dans quatre zones couvrant 8 régions comme suit : la zone nord avec la région de Saint-Louis ; la zone Sud-Est avec les régions de Tambacounda et de Kédougou ; la zone Sud intégrant les régions de Kolda, Sédhiou et Ziguinchor et la zone ouest et centre avec les régions de Dakar et de Kaffrine.

Mariame Kane élève en classe de 4ème à Ziguinchor salue une grande opportunité pour les jeunes. « Je suis très heureuse que l'UNICEF pense à consulter les jeunes pour qu'ils disent ce qu'ils pensent de toutes ces thématiques comme les grossesses précoces et les mariages précoces. Tout ce qui détruit la vie de nos camarades ».



Plusieurs thématiques ont été abordées pendant ces consultations : Apprentissage & compétences, Changement Climatique, Bien-être émotionnel (ou santé mentale), Egalité des genres, Crises humanitaires prolongées, Engagement de l'UNICEF auprès des enfants et les jeunes, Engagement civique et citoyen au niveau territorial et des communautés.

A noter que les échanges autour de certaines de ces thématiques et d'autres vont continuer dans le processus engagé par l'Équipe de Pays des Nations-Unies (UNCT) au Sénégal avec le Ministère de la Jeunesse et le Bureau Opérationnel de Suivi du Plan Sénégal Emergent (BOS).

Déjà à travers ces consultations conduites auprès des adolescents de 10-19 ans et des jeunes de 20-24 ans UNICEF Sénégal souhaite recueillir des éléments pouvant aider à développer une note stratégique pour mieux prendre en compte la priorité stratégique que représentent les jeunes déjà dans le cadre de la Revue à mi-parcours de son Programme 2019-2023 et dans la perspective à moyen terme.

Les résultats de ces consultations auprès des ados sont une bonne contribution face aux défis actuels du Gouvernement dans le déploiement de la stratégie jeunesse, avec le soutien du Système des Nations - Unies. Elles peuvent aussi aider à la mise en place d'une orientation de politique de jeunesse stratégique et opérationnelle tournée vers l'avenir considérant surtout les jeunes comme agents de changement, de transformation sociale, de paix et de développement durable. « Les politiques publiques doivent être issues

d'une concertation avec les jeunes pour être adaptées à leurs besoins » estime Ndeye Mariama membre de Social Change Factory.

Pour rappel, l'UNICEF travaille depuis quelques années déjà avec les jeunes sur le programme Salmaitou visant à offrir aux filles les plus vulnérables scolarisées et non scolarisées l'opportunité d'acquérir des compétences qui leur permettront de non seulement maîtriser les bases des technologies numériques, de l'innovation et de l'entrepreneuriat social mais surtout de se sentir en confiance et capable d'évoluer dans les secteurs émergents.



L'UNICEF a également noué un partenariat avec Social Change Factory pour un meilleur engagement de jeunes dans la recherche et la mise en œuvre de solutions avec les communautés face aux défis de la déscolarisation, de l'enregistrement des enfants à la naissance, les violences faites aux enfants.

L'UNICEF soutient aussi les coalitions d'organisations de jeunesse, à l'image du Consortium Jeunesse Sénégal – représentant la coalition globale « *Generation Unlimited / GenU* » au Sénégal, pour être des partenaires avec les autorités publiques pour le développement des politiques de jeunesse, ainsi que pour apporter des solutions par eux-mêmes au problème de l'emploi des jeunes.

Finalement, tous les programmes soutenus par l'UNICEF au Sénégal – notamment dans les secteurs de la santé, éducation et protection – intègrent un volet spécifique focalise sur les droits des adolescents, leur protection et leur accès à des services sociaux de qualité.



FOCUS

Agri-jeunes « Tekki Ndawñi » : un projet pour l'inclusion socioprofessionnelle des jeunes ruraux.

Maam Suwadu Sakho Jimbira- FIDA

À l'image de beaucoup de pays d'Afrique, le Sénégal est caractérisé par la jeunesse de sa population, avec un âge médian qui se situe à 18 ans et 42 pour cent de la population âgé de moins de 15 ans, selon les données de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. En outre, 20 pour cent de la population se situe dans la tranche d'âge des 15-24 ans et les moins de 24 ans représentent plus de 63 pour cent de la population totale du pays. Or dans le même temps, les jeunes sont frappés de plein fouet par le chômage ; la majorité des chômeurs étant dans la tranche d'âge de 15-34 ans, ceux qui ont un emploi s'activant davantage dans le secteur informel. Chaque année, on enregistre entre 100.000 et 260.000 jeunes arrivant sur le marché du travail, dont la plus grande partie (57%) provient du milieu rural, mais l'offre d'emploi reste encore insuffisante pour absorber la demande.

C'est dans ce contexte que le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a décidé, à la demande du Gouvernement du Sénégal d'investir sur l'emploi des jeunes, à travers son projet Agri-jeunes Tekki Ndawñi. Approuvé en septembre 2019, et ayant démarré ses activités en juin 2020, ce projet vise à créer et/ou renforcer 25.000 entreprises rurales viables et offrir 35.000 emplois décents dont 50% au profit des femmes, dans les exploitations familiales et les activités rentables, créatrices d'emplois décents et durables, et de revenus décents dans les chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales et halieutiques. Le projet, d'un coût total de 54,1 milliards de francs CFA supporté par le FIDA, la BAD et le Gouvernement du Sénégal, cible les jeunes ruraux âgés entre 15 et 35 ans, y compris les jeunes en situation de handicap. La zone d'intervention du projet couvre 4 zones agroécologiques, notamment les Niayes, le Bassin arachidier, la zone sylvopastorale, la basse et la moyenne Casamance, avec 8 régions administratives concernées : Louga, Thiès, Diourbel, Fatick, Kaolack, Kaffrine, Sédhiou et Ziguinchor. Il est important de préciser que la plupart de ces régions sont caractérisées par des niveaux élevés de pauvreté et d'insécurité alimentaire ainsi que des densités démographiques en augmentation. Les résultats de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) montrent que les régions de Sédhiou (65,7%), Kédougou (61,9%), Tambacounda



(51,1%) ont les niveaux de pauvreté les plus élevés. A terme, il est attendu que 45 000 jeunes ruraux s'insèrent ou soient renforcés dans une activité rémunératrice et durable dans les filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques. Parmi les indicateurs du projet figurent : (i) 85% des jeunes ruraux promus en activité par le projet déclarent une augmentation de revenu d'au moins 30%; (ii) 80% des jeunes ruraux formés par le projet adoptent des technologies et des pratiques de gestion appropriées et résilientes au changement climatique ; (iii) au moins 8 centres de formation soutenus ont adapté leur programme au parcours économique des jeunes agripreneurs. Cette initiative du FIDA vient renforcer, les actions du Gouvernement en matière d'emploi des jeunes déclinées à travers les pôles emplois et entrepreneuriat pour les jeunes et les femmes.

L'emploi des jeunes constitue une des priorités de développement du Programme Sénégal Emergent du Gouvernement du Sénégal, y compris dans les zones

rurales. Or, l'augmentation de la productivité, la généralisation des technologies innovantes et les méthodes agricoles durables et résilientes sont des conditions préalables à ce développement, tout en offrant un grand potentiel de revenus et d'emplois. Aussi, les jeunes doivent jouer un rôle essentiel dans le développement des zones rurales et la modernisation du secteur agricole. Benoit Thierry, Représentant Régional du FIDA ne s'y trompe guère en rappelant que : *« Les jeunes ruraux constituent un levier incontournable, si nous voulons une agriculture moderne, productive et rentable. Il est donc essentiel de les soutenir à travers une approche d'intervention holistique, pour apporter les réponses adaptées aux problèmes d'emplois auxquels ils sont confrontés. »*

A l'instar des Agences sœurs du Système des Nations présentes au Sénégal, le FIDA est pleinement engagé auprès du Gouvernement, pour promouvoir l'emploi des jeunes à travers une agriculture qui nourrit, emploie et enrichit son monde.



La formation professionnelle lancée par OIM donne de nouveaux espoirs aux jeunes migrants Sénégalais de retour

William Bougaire – OIM



Depuis le mois d'août, 24 jeunes dont 08 femmes – ont démarré la formation en entrepreneuriat, employabilité et développement personnel dans le cadre du projet Migrants comme Messagers, « *Migrants as Messengers (MAM)* », mis en œuvre par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Le programme a offert à ces jeunes migrants de retour engagés en tant que volontaires MAM et originaires de Dakar, Thiès, Kolda et Tambacounda diverses compétences techniques ainsi que des « *compétences de vie* ». Il est à noter que ces régions figurent parmi les plus concernées par la migration irrégulière.

En effet le manque d'accès aux possibilités d'emploi pour la jeunesse sénégalaise est largement cité comme l'un des principaux facteurs contribuant à la migration irrégulière. Les jeunes représentent une proportion croissante et importante de la population sénégalaise.

Au Sénégal, 50 % de la population a moins de 20 ans. Ces jeunes sont, tout comme leurs aînés, exposés au phénomène de la migration irrégulière. 65 % des chômeurs sont âgés de 15 à 34 ans. Confrontés au chômage et à peu d'opportunités d'apprentissage et de développement socio-économique, de nombreux jeunes choisissent donc de migrer, risquant parfois leurs vies le long des routes migratoires irrégulières pour obtenir une chance de meilleures opportunités

économiques.

Pour répondre à ce phénomène, l'OIM à travers le projet MAM offre à ces jeunes volontaires, un large choix de formations, en effet depuis le début du projet au Sénégal en 2019, les volontaires MAM ont participé à plusieurs ateliers de renforcement de capacités. Ils ont été formés aux techniques d'interview, à la création de contenus photos et vidéos, montage avec smartphone, ainsi qu'à la conception d'activités de sensibilisation sur le terrain.

Dans le cadre de ces nouveaux ateliers de formation, l'objectif était de permettre aux volontaires, qui possèdent un niveau avancé en expression orale et écrite en langue française, de se préparer à trouver un emploi. Ces sessions de renforcements de capacité ont parcouru les modules de développement personnel, de techniques de recherche d'emploi, la rédaction d'un curriculum vitae et d'une lettre de motivation mais aussi aux techniques pour répondre à une offre d'emploi par courriel et s'exprimer à l'oral devant un groupe de personnes étrangères.

Avec cette opportunité de renforcement de leurs compétences en entrepreneuriat et en recherche d'emploi, les migrants de retour auront les outils nécessaires qui leur permettront de faciliter leur réintégration dans le marché du travail et ainsi leur épanouissement professionnel.



Aissata N'diaye (22 ans) volontaire basée à Dakar fait partie du deuxième groupe ayant participé à la formation professionnelle. « Cette formation m'a permis de savoir comment écrire un CV et une lettre de motivation, ce que je ne savais pas faire, aussi le module développement personnel m'a permis de me découvrir moi-même. Avec ces outils je pourrai affronter le marché du travail et trouver un emploi qui me convient », dit-elle.

Ces activités représentent des réelles alternatives à la migration irrégulière, il est bon pour les jeunes

d'acquérir les compétences nécessaires et d'être employés dans le pays, plutôt que de risquer leur vie pour entreprendre des périples irréguliers désespérés. OIM à travers le projet Migrants as Messengers va continuer à renforcer les connaissances et les compétences des migrants de retour dans plusieurs zones du pays et ce dans des secteurs porteurs et novateurs tels que les technologies de l'information, le marketing digital, et le e-commerce, avec toujours comme objectif de permettre à ces jeunes d'avoir un emploi rémunéré qui leur fournira un revenu pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

Renforcer les compétences et créer des opportunités pour promouvoir l'emploi des jeunes

Par Papa Cheikh Sakho Jimbira – Bureau du Coordonnateur Résident



Au Sénégal, 60% de la population a moins de 24 ans et les jeunes en âge de travailler représentent plus de la moitié de la population active. Chaque année, on enregistre entre 100.000 et 260.000 jeunes sur le marché du travail et la pandémie de COVID-19 n'a pas manqué d'exacerber le chômage qui frappe les jeunes en particulier.

Le chef de l'État Macky Sall a fait de l'emploi des jeunes une priorité, en présidant en avril dernier, un conseil présidentiel sur le financement du Programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socio-économique des jeunes. A l'issue de cette rencontre qui avait réuni les membres du Gouvernement, des représentants des jeunes et des structures dédiées aux financements des jeunes, une enveloppe de 450 milliards de francs CFA sur 3 ans, avaient été annoncée pour accompagner et offrir des perspectives aux jeunes.

Compte tenu du dividende démographique du Sénégal, fournir des emplois aux jeunes qui entrent sur le marché du travail peut contribuer à augmenter la croissance économique, diminuer le taux de dépendance et augmenter les chances du Sénégal d'atteindre plus rapidement ses objectifs de développement.

Cependant, parmi les jeunes Sénégalais qui intègrent le marché du travail, beaucoup débute à un âge précoce en raison de la pauvreté, de l'échec scolaire et de l'analphabétisme. Parce qu'ils ne peuvent pas se permettre de rester au chômage à cause de situations familiales difficiles, ils s'engagent souvent dans des activités professionnelles moins productives ; généralement dans le secteur informel, avec des emplois faiblement rémunérés. Aussi, beaucoup de jeunes sont dans une situation vulnérable sur le marché du travail et la plupart d'entre eux n'ont pas les compétences. Il apparaît dès lors clairement que la participation au marché du travail varie en fonction des groupes sociaux, des compétences et des opportunités disponibles.

A la suite des épisodes de confinement et de la crise économique engendrée par la pandémie de COVID-19, beaucoup de jeunes se sont lancés dans le marché du travail, malheureusement dans des activités précaires et peu rentables.

Babacar Kane vend des babioles dans les grandes artères du centre-ville de Dakar. Pour lui, cet emploi n'est pas une vocation, mais un moyen de survivre et d'aider ses parents et ses huit frères et sœurs qui vivent dans la banlieue dakaroise. *« Mon rêve dans la vie n'était pas de passer mes journées sous un soleil de plomb à essayer de vendre des babioles. »*

J'ai un bac littéraire depuis trois ans, mais avec le coronavirus les cours sont perturbés. Ne pouvant plus rester à la maison sans rien faire, j'ai convaincu mon oncle de me prêter 20.000 francs CFA pour acheter de petites choses, que je revends. Parfois de généreux conducteurs qui me voient courir derrière leurs voitures me donnent un peu de monnaie, mais c'est très dur pour moi. J'aime bien faire de petits films avec mon téléphone et les partager avec mes amis. Si je le pouvais, je ferais une formation pour réaliser des films. », explique-t-il.



Compétences et opportunités

A côté des jeunes qui intègrent des emplois précaires à la suite d'un échec scolaire, beaucoup de jeunes diplômés sont également au chômage, faute de pouvoir trouver un emploi. Même pour obtenir un stage, les refus sont fréquents et le motif premier reste le manque de compétence et d'expérience. Il est vrai que des efforts sont faits depuis quelques années par le Gouvernement pour promouvoir la formation professionnelle, qui privilégie l'acquisition de compétences et d'ailleurs beaucoup de jeunes issus de centres de formation professionnels arrivent malgré tout à intégrer le marché de l'emploi. Toutefois, il est important de poursuivre les efforts dans ce sens en donnant une place importante à l'acquisition de compétences dans les formations des jeunes, mais également en donnant la possibilité aux jeunes sans formation qui sont déjà dans le marché du travail, d'acquérir des compétences par un accompagnement. En se concentrant sur une approche plus holistique, les politiques d'éducation pourraient donc aider les jeunes à développer des compétences, se former, se spécialiser et se préparer à de futurs emplois.

Dans le même temps, un diagnostic de la situation actuelle semble montré que les décideurs politiques devraient tenir compte de la participation au marché du travail, indépendamment du contexte socio-économique, et garantir une éducation holistique, le

développement des compétences, des opportunités de formation professionnelle et des activités de travail productives.

Donner aux jeunes la possibilité de bénéficier de crédits et les accompagner peut les aider à conserver leur emploi. Pour s'attaquer au problème des emplois à faible productivité, la mise en place d'institutions appropriées et la formulation de plans, de programmes et d'ensembles de mesures visant à aider les jeunes sans emploi ou moins privilégiés peuvent les aider à acquérir des compétences pertinentes et à participer au marché du travail.

Il est à noter que l'Etat du Sénégal a favorisé beaucoup d'initiatives dans ce sens, comme la création de la Délégation générale à l'Entreprenariat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER), mise en place par le Chef de l'Etat pour apporter des solutions à l'emploi des jeunes et des femmes, ou encore le programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socioéconomique des jeunes « *Xeyou Ndaw Yi* » (l'emploi des jeunes), piloté par le ministère de la Jeunesse et dont la priorité est l'emploi et l'insertion socioéconomique des jeunes.

La problématique de l'emploi des jeunes au Sénégal pourrait connaître des avancées notables, si selon les experts, des efforts visant à prévenir les abandons précoces à l'école, à renforcer le lien entre l'éducation et la formation et le marché du travail et, partant, à améliorer l'employabilité des jeunes et des jeunes défavorisés, sont faits. Pour ce faire, il faudra promouvoir l'accès à une éducation de qualité qui apporte aux jeunes non seulement des compétences techniques et professionnelles, mais également des compétences fondamentales pour l'employabilité ; la promotion de l'apprentissage en situation de travail, du conseil et de l'orientation professionnelle et ; la mise en place de programmes actifs du marché du travail ciblant en particulier les jeunes vulnérables.

Diandioli ou l'univers des demi-lunes au cœur de Matam

Louis Philippe Sagna – PAM



Le PAM vient de lancer un important programme de réhabilitation de terres dégradées à travers la technologie des demi-lunes au Sénégal. Sites d'expérimentation, deux périmètres de 04 et 20 hectares situés à Diandioli, commune de Ogo, dans la région de Matam.

En moyenne, par jour, une centaine de demi-lunes sortent de terre. Une activité qui nécessite de la main-d'œuvre et beaucoup d'engagement et de présence continue des participants à ces travaux. Le tout adossé à une forte mobilisation sociale. Parmi ce beau monde, figure Hawa Dia, 45 ans, mère de 08 enfants dont 03 malentendants.



« En milieu rural, les femmes ressentent le plus les effets de la pauvreté. Tous les matins, au réveil, nous peinons à trouver de quoi servir comme petit déjeuner à nos enfants. La seule alternative est d'aller travailler pour pouvoir ramener quelque chose à la maison. Voilà pourquoi je me donne corps et âme pour la réussite de ce programme » dit-elle. Cette femme de teint noir et de taille moyenne, affirme qu'elle compte sur cette opportunité pour s'occuper également de son mari qui a perdu la vue.

Agé de 30 ans, Moussa Dia fait partie des 180 bénéficiaires trouvés sur cette vaste étendue de terre aride. *« Nos encadreurs nous mettent à l'aise. J'ai acquis une bonne expérience. Je sais tracer, mesurer, creuser, mélanger le compost, etc. Cependant, je suis très pressé de voir les résultats, puisque cette terre est comme du ciment. A part le jujubier, je ne crois pas qu'une autre plante pourrait y pousser »*, lance-t-il, avant d'ajouter qu'il est prêt à dupliquer cette pratique dans les champs de son père, en cas de réussite.

Samson Sisay Teka est l'expert principal envoyé par le Bureau Régional du Programme Alimentaire Mondial pour les former dans la maîtrise de la technologie et ainsi leur permettre de récupérer et de valoriser des



terres non exploitées depuis 40 ans. « Dès notre arrivée, nous avons favorisé les concertations régulières avec les communautés avant même d'entamer la formation des formateurs. Nous avons véritablement privilégié l'approche communautaire pour sensibiliser les populations et stimuler l'esprit d'entraide entre elles, afin qu'elles puissent travailler ensemble » précise-t-il. Cet éthiopien, devenu un des leurs grâce au nom local qui lui a été donné, « Samba Sow », suit pas à pas tout le processus de transfert de compétences vers les communautés et les services techniques de l'état compétents. A travers l'approche « Food Assistance For Asset creation » (FFA) ou Assistance Alimentaire pour la création d'actifs durables, le PAM fournit non seulement une assistance financière journalière pour la mobilisation des communautés mais aussi les outils de travail (piques, pioches, etc.) ; Il fournit également aux partenaires opérationnels l'équipement technique ainsi que des guides pratiques.

De nouvelles techniques culturales qui permettent à ces communautés de récupérer des superficies importantes de terres abandonnées au profit des populations vulnérables, pour y mener des activités agricoles.

Toute une équipe du PAM, sous la houlette du nouveau sous-bureau ouvert à Matam, travaille au quotidien, en parfaite synergie avec les services techniques de l'Etat. C'est le cas de l'Institut National de Pédologie (INP), représenté par Oumar Bâ. Pour ce dernier, ce projet est venu à son heure. « C'est l'INP qui devait exécuter ce projet, mais faute de moyens, nous n'avons pas pu.

Nous profitons de cette venue du PAM pour apporter notre savoir-faire. La collaboration est saine et nous espérons avoir de bons rendements » a-t-il rappelé.

Toutefois, il souligne que les demi-lunes ont permis de découvrir que ces terres ne sont pas complètement mortes. Selon lui, « Il y a une humidité qui se dégage dès les premiers labours. Pendant l'hivernage les efforts consentis seront visibles, le tapis herbacé sera au rendez-vous ».

Même son de cloche du côté des autorités administratives locales, notamment le représentant du Maire de Ogo. « C'est une aubaine et une excellente initiative qui facilite la résilience. Les populations doivent s'engager pour accélérer leur autonomie. » Cette invite du Secrétaire municipal Issa Béal Bâ est renforcée par l'adjoint au Sous-préfet de Ogo, monsieur Thierno Birahim Fall qui réitère l'accompagnement de l'Etat dans cette « volonté du PAM de contribuer à la création d'emplois, la lutte contre l'exode rural mais aussi et surtout la conscientisation des jeunes à ne pas s'aventurer dans l'émigration clandestine, en cette période de Covid-19 ».

L'espoir est permis dans cette zone appartenant à la bande sahélienne. D'ici 2022, grâce à cette initiative, la région de Matam verra, sans doute, la récupération d'importantes superficies de terre où pousseront différentes spéculations (les légumes, céréales ou fruits attendus). Ce qui va Améliorer ainsi l'accès à la terre et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables de la zone.



FOCUS

Shula Ndiaye, une artiste engagée auprès des Jeunes

Par Papa Cheikh Sakho Jimbira - Bureau du Coord. Résident

Alors que le Système des Nations Unies au Sénégal célébrait en 2020, à l'instar de tous les pays membres, le 75ème anniversaire de l'ONU, elle faisait partie des artistes qui avaient accepté de soutenir au Sénégal, la consultation mondiale sur « l'avenir que nous voulons – l'ONU que nous souhaitons », à laquelle 54000 Sénégalais avaient participé, en majorité des jeunes.

#UN75

FACONNONS NOTRE AVENIR ENSEMBLE 2020 ET AU-DELA

Mon plus grand honneur est de vous donner le sourire au quotidien !

Je suis également honorée d'accompagner ONU Sénégal pour les 75 ans des Nations Unies.

Prenez 1 minute pour décider de l'avenir que vous voulez pour le Sénégal et le monde !

WWW.UN75.ONLINE

Shula Ndiaye

De son vrai nom Ramatoulaye Ndiaye, cette artiste chanteuse et entrepreneure culturelle sénégalaise originaire de la ville de Rufisque, continue inlassablement de mettre son art au service de sa

communauté, en particulier, les jeunes filles, les femmes et les jeunes. « Pour moi, un artiste est nécessairement engagé dans la mesure où nous tenons notre légitimité du fait même de la place de choix que la société nous permet d'occuper, pour que nos voix portent plus que celles des autres. Nous avons donc une obligation morale de mettre notre art au service de cette société, de l'aider à panser ses plaies et à exprimer ses aspirations. », explique-t-elle avec détermination.

Issue d'un quartier populaire où l'échec scolaire, le chômage et la précarité touchent beaucoup de jeunes, Shula a très tôt senti le besoin de se faire une porte-parole de leurs rêves, de leurs inquiétudes et de leurs aspirations. Sa musique est alors très vite devenue un outil de plaidoyer, pour que les problèmes des jeunes soient mieux pris en compte par les décideurs publics. Sa chanson « *Jangum Jiguen* » (l'éducation des jeunes filles) sur la scolarisation et le maintien des filles à l'école, produite en collaboration avec l'ONG Plan Sénégal, eût un grand impact, en particulier auprès des populations en zone rurale. Shula compte à son actif des dizaines d'autres collaborations, y compris avec des Agences du Système des Nations Unies, dans le plaidoyer en faveur de l'éducation des filles, l'entrepreneuriat des jeunes, le dépistage du cancer du sein, la lutte contre l'immigration clandestine, l'excision, l'illettrisme, etc.

Une musique entre tradition et modernité

Shula qualifie elle-même sa musique d'Afro-folk acoustic qui est en réalité le résultat d'un long itinéraire de recherche sur le patrimoine culturel et musical sénégalais et africain. Aussi, est-elle très jeune marquée par la beauté et la profondeur des mélodies de grandes voix griottes de la chanson traditionnelle sénégalaise comme Khar Mbaye Madiaga, Diabou Seck la Saint-louisienne, Fa Mbaye Issa Diop, Yandé Codou Sène, mais également Ndiaga Mbaye, Amadou Ndiaye Samb ou encore Samba Ndiabaré Samb. A côté de cet ancrage dans la tradition de son pays, les grandes voix noires américaines nourrissent également son identité artistique. Ela Fitzgerald, Billie Holiday, Dina Washington et Aretha Franklin font entre autres partie de ses références. Bob Dylan bien évidemment et la tradition des « *songwriters* » du mouvement folk, mais également Bob Marley, Tracy Chapman, Imaël Lo, Cheikh Lo, Ali Farka Touré, Angélique Kidjo, ou encore Nora Jones, ont beaucoup influencé Shula.

La question de l'identité est consubstantielle de son engagement, notamment son identité de femme noire, Sénégalaise et Africaine. Cette préoccupation permanente apparaît dans ses choix de costumes, de



coiffures, mais aussi dans la scénographie de ses concerts. *« Je suis convaincu que c'est en réinvestissant les valeurs promues par nos traditions, que nous pourrons faire face aux défis d'aujourd'hui. C'est un message que je ne cesserais de rappeler aux jeunes pour qu'ils puissent se défaire des complexes qui les freinent. Il faut que nous croyions de nouveau en notre capacité d'entreprendre, de réaliser de belles choses et d'exceller dans tous les domaines, y compris les plus innovants ».*

Shula acoustic tour

Pour faire de la musique de proximité et porter des messages forts, Shula a initié depuis le 21 juin 2010 le « *Shula acoustic Tour* », une tournée annuelle qu'elle veut multidimensionnelle avec une approche socioculturelle participative, à travers une scène itinérante qui sillonne le pays, autour des arts et de la culture au service du développement. A travers ce projet original, elle a souhaité allier la musique, l'action humanitaire et les échanges artistiques. La tournée est placée sous le thème de la paix, du développement local et de la place des femmes et des jeunes dans ce processus. Ces tournées l'ont amené à revisiter le folklore Lébou, mais également les traditions musicales des différentes contrées du pays. Elles ont surtout été l'occasion de collaborer avec des artistes locaux très divers, dont des musiciens, des peintres, des sculpteurs, des stylistes, etc. Des artistes de renom

comme le peintre Kalidou Kassé qui a eu à réaliser des décors de scène de la tournée, et d'autres comme Henry Guillabert du mythique groupe Xalam, ont également collaboré avec elle. Feu Doudou Ndiaye Coumba Rose, le grand batteur tambour major, Adja Khar Mbaye Madiaga et feu Joshef Ndiaye, ancien conservateur du musée de Gorée, ont été les parrains honoraires de la tournée, par devoir de mémoire selon l'artiste. A cause de la pandémie de COVID-19, le Shula acoustic Tour a été en partie digitalisé et constitue une des composantes d'un projet plus large intitulé « *Jàmm* » (la paix) qui est un plaidoyer pour la promotion de la paix grâce à la culture.

Engagée dans la lutte contre la COVID-19

La pandémie a fortement impacté la vie des Sénégalais et les artistes ont particulièrement souffert des restrictions imposées par la situation sanitaire. Malgré les contraintes, Shula a tenu à mettre son expérience au service de la sensibilisation sur le respect des mesures barrières et de la vaccination. La chanson « *Come to me* » a été spécialement écrite pour rendre hommage au personnel de santé du monde entier durant la pandémie.

Dans un regard rétrospectif sur la pandémie, Shula livre une réflexion très personnelle sur la manière de tirer parti de la crise, en soutenant les jeunes.

A ce propos elle déclare : « *La pandémie doit nous permettre d'avoir un regard critique sur notre société, car elle a révélé dans le même moment, beaucoup de problèmes que nous refusions de voir. Nous avons besoin d'une réelle évaluation de cette crise sanitaire sans précédent et surtout repenser le développement et identifier des pistes de solutions, en mettant les jeunes au cœur de la définition et de la mise en œuvre de nos stratégies de développement. Il faut qu'au Sénégal nous arrêtons un peu cette condescendance vis-à-vis des jeunes, qui consiste à croire qu'ils sont incapables de réfléchir et de construire leur avenir. Ils sont les premiers concernés et pendant trop longtemps on les a exclus. Pourtant ils comprennent mieux que quiconque les nouveaux enjeux de développement, dans lesquels le numérique occupe une place importante. Profitons justement du contexte que nous vivons pour les impliquer les en accompagnant, et en s'appuyant sur la valorisation*



de nos belles richesses culturelles via le tourisme, le stylisme et l'industrie textile, le cinéma, la musique avec les plateformes de vente en ligne, l'éducation, la santé, les sciences, le sport, l'art culinaire, la restauration, l'agrobusiness, l'environnement, le secteur des transports, la communication, les télécoms, l'audiovisuel, etc. ».

Au terme de l'entretien qu'elle nous a accordé, nous avons eu la chance d'écouter quelques chansons de l'album qu'elle est en train de préparer, avec toujours des thématiques engagées, des messages positifs et percutants et des mélodies qui vont à coup sûr ravir les mélomanes. La chanson « *Yow Sénégal* » est peut-être celle de l'album qui symbolise le mieux l'engagement de l'artiste, qui rappelle que la musique adoucit certes les mœurs, mais doit également continuer à éveiller les consciences.

L'ONU DC organise son tout premier concours de criminalistique numérique en Afrique pour sensibiliser à la cybersécurité.

Par Carmen Corbin - ONU DC

I must say the CTF that we recently did was the best because i managed to connect with different people from all over africa which i think its the most important thing and the learning curve too 😊😊 @CarmenCorbin_UN

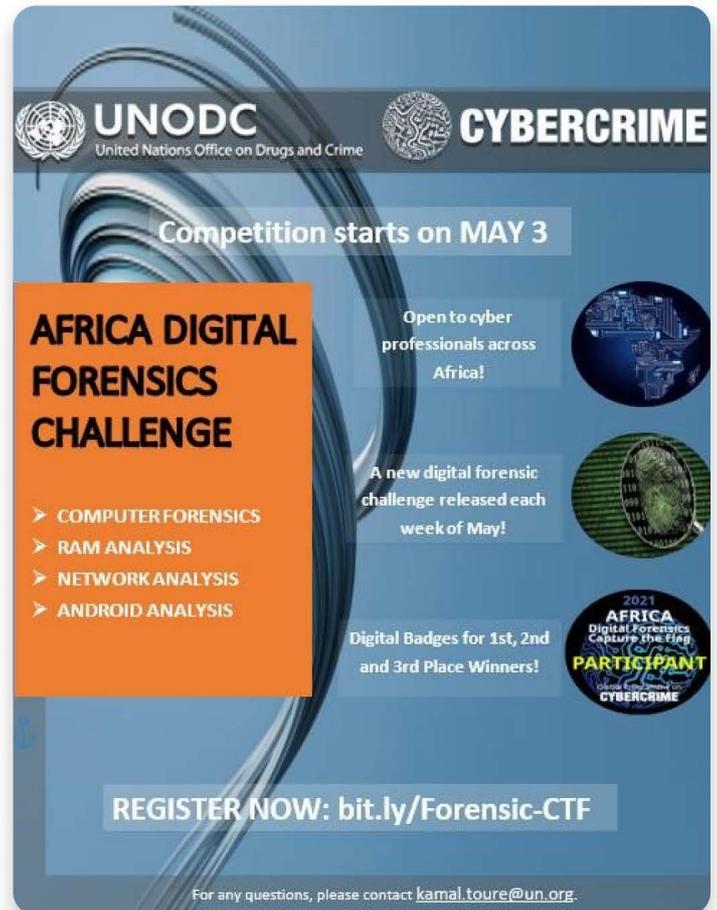
Des étudiants et de jeunes professionnels du Sénégal et de tout le continent africain ont participé au premier concours de criminalistique numérique organisé par l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONU DC) en Afrique, dans le cadre des efforts de l'ONU DC pour stimuler le savoir-faire sur la technologie et la cybercriminalité en Afrique, en particulier chez les jeunes et les femmes.

Durant le concours, plusieurs séries de défis sur la criminalistique numérique étaient publiées chaque semaine en mai, réunissant plus de 282 participants de 29 pays africains et soumettant plus de 12 600 réponses. Plus de 25 % des participants étaient des jeunes, y compris du Sénégal, et parmi l'ensemble des participants plus de 20% étaient des femmes.

Les gagnants du concours provenaient de l'équipe de réponse aux incidents de sécurité informatique du temps le plus rapide.

Selon Carmen Corbin, responsable du programme de cybersécurité à l'ONU DC en Afrique, « le Programme mondial sur la cybercriminalité a lancé le concours à l'échelle de l'Afrique pour accroître les connaissances et renforcer les capacités sur le continent en matière de criminalistique numérique, mais aussi pour mettre en évidence la vaste expertise dans ce domaine qui existe et continue de croître ici ».

L'enthousiasme parmi les jeunes participants était notable sur les réseaux sociaux, avec des étudiants universitaires en Tanzanie partageant sur Twitter des photos d'eux-mêmes travaillant ensemble sur les problèmes de criminalistique numérique dans l'une de leurs salles de classe.



Cette activité a aussi permis de créer des contacts et des relations professionnelles entre les jeunes experts cyber à travers le continent. Ces connexions se poursuivent au-delà de la compétition et les participants continuent d'échanger sur les réseaux sociaux. Le Programme mondial de l'ONU DC sur la cybercriminalité a également lancé un groupe de réseautage professionnel pour les femmes africaines dans le domaine de la cybercriminalité.

« Les Africains utilisent la technologie tous les jours et de toutes les manières, il est donc essentiel que nous continuions à développer les connaissances et la collaboration internationale pour aider à accroître la cybersécurité sur le continent », a déclaré le Dr Amado de Andrés, Représentant régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre à l'ONU DC.

De plus, 12 vidéos de formation ont été diffusées pour aider les participants avec certains défis ou pour ceux qui souhaitaient en savoir plus sur les sujets.



A travers l'initiative « Le Panier de la ménagère : les femmes font partie de la solution » mise en œuvre par ONU Femmes en collaboration avec le Ministère de la Femme, FAO et UNFPA, les femmes agricultrices du réseau REFAN ont pu vendre la totalité de leur production de céréales dans le cadre de la riposte COVID du Sénégal.



Distribution de kits alimentaires et sanitaires à des réfugiés vulnérables à Dakar à l'occasion de la Journée mondiale du Réfugié.

Génération Égalité – Forum des jeunes : un cadre de concertation, d’engagement et de plaidoyer pour l’avenir des femmes et des filles

Hawa Seydou Diop – ONU Femmes



La place du Souvenir Africain de Dakar a accueilli, jeudi 17 juin 2021, le Forum des jeunes dans le cadre de la campagne Génération Égalité au Sénégal. L’objet de la rencontre était de catalyser l’action collective dans le but de susciter des conversations entre les générations afin de changer la donne pour les femmes et les filles.

De nombreux officiels ont participé à cette journée de réflexion dont Monsieur Siaka Coulibaly, Coordonnateur Résident de Système des Nations Unies, M. Khadim DIOP, Président du Conseil National de la jeunesse, M. Mor Khoudia Gueye, Secrétaire général du Ministère de la Jeunesse, monsieur Mame Ngor DIOUF, Secrétaire général du MFFGPE et des partenaires tels que la Coopération Canadienne, la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation italienne et UNFPA.

Dans son allocution d’ouverture Oulimata Sarr, Directrice Régionale de ONU Femmes, Afrique de l’Ouest et du centre devant une large palette de personnalités, a engagé les jeunes à relever davantage les défis auxquels ils font face surtout en matière d’égalité et d’équité : « Vous devez relever le défi de la représentativité pour être présentes dans les instances de décision ; le défi de l’éducation pour porter la voix des filles non scolarisées; le défi des données pour gagner la



bataille des statistiques par genre; et le défi de la restitution en devenant des ambadrices au niveau local ».

Elle a également invité les hommes à soutenir les femmes pour qu’ensemble ils s’engagent pour la réussite des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) et surtout s’appesantir sur l’objectif numéro 5, à savoir l’égalité entre les sexes.

C’est également dans ce sens que la Directrice de la Direction de l’Équité et de l’Égalité du Genre, Mme Astou Diouf Gueye, a encouragé les jeunes à ne pas se limiter aux droits proclamés, et à travailler avec les hommes pour faire valoir tous leurs droits.



Lors du Forum, il a été également question de conscientiser les jeunes sur le travail de balise qui a été abattu par les pionnières qui avaient participé à la Conférence de Beijing en 1995 ; les différents intervenants ont tous rappelé aux jeunes leur obligation morale de s'inspirer de ces pionnières et de parachever le travail entamé pour les droits des femmes et un futur égalitaire.

Pour cela, leur engagement sur les coalitions d'action auxquelles le Sénégal s'est inscrit dans le cadre du Forum Génération Égalité est primordial.

Il s'agit de :

- La violence basée sur le genre ;
- La justice et le droit économique ;
- Les technologies et innovations pour l'égalité des sexes.

Constitués en groupe de discussions, les 200 jeunes participants au Forum ont pu, au sortir de la journée de réflexion faire des recommandations phares, à savoir entre autres :

- La mise en place et le renforcement des structures de

prise en charge holistique des Violences Basées sur le Genre dans toutes les localités du Sénégal ;

- Le financement et le soutien des initiatives au niveau communautaire dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises ;
- La promotion des programmes d'enseignements des TICs de l'entrepreneuriat, du leadership et du développement personnel en français et en langues locales ;
- La mise en place d'avantages fiscaux pour les entreprises fondées par des femmes de tous secteurs d'activités confondus en leur offrant un accompagnement spécial dans l'insertion et/ou l'implémentation de leurs entreprises.

Dans un registre plus détendu, cette journée conviviale d'échanges a vibré au rythme de prestations d'artistes comme Amira Abed, Jah Man Xpress, le groupe Bideew Bu bess, Moona, ainsi que d'autres jeunes talents (Slameurs et graphistes) qui ont aussi tenu à exprimer, à travers l'art, leur engagement pour la cause des femmes et des filles.

Soutenir le développement local pour mieux favoriser l'autonomisation économique des jeunes filles

Mame Fatou Touré – PNUD



Un grand nombre de jeunes filles non scolarisées issues de milieux défavorisés s'active dans les services domestiques et vit dans des conditions précaires du fait du poids de la pauvreté, de l'informalité, du chômage et de l'absence de qualification académiques et professionnelles. Ces diverses formes de vulnérabilité et précarité appellent à renforcer le développement local. Yves Lamine Cissé, Maire de Mont-Rolland : « Nous devons aider la population à créer des richesses et des emplois. Sinon, les gens iront s'installer à Dakar ou dans les grandes villes, vidant les communes. Pour développer nos communes, nous devons y garder nos ressources humaines avec des emplois valorisants ».

A Mont-Rolland, le Centre Emilie de Villeneuve, spécialisé dans l'apprentissage de la couture et de la borderie, promeut depuis 1970 l'acquisition et le développement de compétences des jeunes filles afin de les équiper de compétences et de capacités de se procurer des revenus décents. Depuis sa création, plus de 2000 jeunes filles y ont été formées, augmentant leur chance sur le marché du travail.

Grâce à l'appui du Projet Conjoint Plateforme COVID-19 pour l'appui aux secteurs productifs des groupes vulnérables, le centre a pu faire face aux chocs sanitaire, économique et financier de la pandémie. Sœur Claire Ndiaye, formatrice : « Le centre fonctionnait avec l'appui de bonnes volontés. Grâce à la Plateforme COVID-19, nous ambitionnons de devenir un centre de référence pour les jeunes filles de la localité avec des machines modernes. Nous avons pu augmenter notre capacité de production avec l'acquisition de 6 nouvelles machines à coudre, une machine de broderie et une boutonnière grâce à la subvention ».



GENRE

Jeunes... Leaders... Engagées... : Parcours du Club des Jeunes de Filles de Kolda

Aissata Sall- UNFPA

Les clubs de jeunes filles s'illustrent par l'initiative « *New deal* », un pacte communautaire qui repose sur un engagement moral entre les jeunes adolescentes, leurs parents et les marraines (bajenu gox), pour un objectif « *Zéro grossesse précoce* » au sein des membres des clubs de jeunes filles. Cette initiative, développée avec l'appui de UNFPA, vise à réduire la vulnérabilité des jeunes filles à travers la lutte contre les grossesses précoces, les VBG, la promotion de l'information et l'utilisation des services de santé sexuelle et reproductive de qualité adaptés aux besoins des adolescents(e)s et jeunes.

Le pacte

Le Sénégal affiche le triste score de 16% de taux de nuptialité chez les adolescentes de 15 à 19 ans selon l'EDS de 2019. Un taux qui atteint les 30% dans les régions de Kolda et de Tambacounda, au sud du pays. Ces mêmes régions s'illustrent aussi avec les taux les plus élevés de filles de moins de 14 ans victimes des mutilations génitales féminines (MGF), atteignant 46,3% contre 16,1% au niveau national. (Source EDS 2019).

C'est pourquoi UNFPA, sur financement des Affaires mondiales Canada (AMC), a résolument soutenu dans ces régions, l'installation de « *Clubs de jeunes filles*

leaders » (CJF) à travers le Projet Promotion des Jeunes (PPJ) sous la tutelle du Ministère de la Jeunesse.

A l'origine, il s'agissait de soutenir les Centres Conseil Adolescents (CCA) dans la lutte contre les mariages d'enfants et grossesses précoces, les Mutilations Génitales Féminines (MGF) dans les régions de Kolda et Tambacounda. L'effort de sensibilisation et de plaider de ces CCA a permis de promouvoir la communication entre pairs et parents et a contribué au renforcement des capacités des jeunes filles, y compris le développement de leur estime de soi.

94 clubs de Jeunes filles ont donc été installés à Kolda de 2018 à nos jours regroupant 3752 filles enrôlées dans ces clubs, avec pour résultat une réduction drastique des mariages d'enfants.

En trois ans d'existence, le pacte a produit des résultats très satisfaisants et salutaires avec la création de 347 Clubs de jeunes filles dans 12 départements du pays, l'enrôlement de 8 125 jeunes filles signataires du « *New deal* » reconnues par leur communauté. Aucun cas de grossesse n'a été enregistré parmi les 8 125 jeunes filles qui ont signé le pacte du « *New deal* ». Cette approche à succès est aujourd'hui portée par le Ministère de la Jeunesse en vue de sa territorialisation.

Investies pour l'avenir

Pleinement investies, dans leurs études avec 150 filles inscrites au centre de formation professionnelle de Kolda, dont 3 dans la filière mécanique, 4 en filière mécanique et conduite d'engins agricoles, 12 en horticulture et technique d'irrigation et 14 à l'université, aujourd'hui ces jeunes filles leaders brillent aussi pour leur investissement dans une démarche d'autonomisation transformatrice avec les Activités Génératrices de Revenus (AGR).



Grâce à l'appui en équipements offert par UNFPA à travers AMC, 333 jeunes filles ont bénéficié de sessions de formation en transformation de produits locaux, saponification... les capacitant pour la production et la vente de produits en vue de leur autonomisation. Ces jeunes filles, fortes de leur formation, sont à l'origine d'une chaîne de valeurs comprenant la saponification, la fabrication d'eau de Javel, la transformation des fruits et légumes et enfin la teinture. Les produits issus de ces AGRs financent leurs études et assure la continuité des activités du club pour un meilleur devenir.

« Grâce aux équipements offerts par le projet et aux compétences acquises, nous avons réussi à produire et distribuer du savon, des sirops locaux, des céréales transformées. Avec les revenus de la vente, j'ai pu soutenir certaines charges de la maison et subvenir à mes besoins scolaires », se réjouit Mariama membre du club jeunes fille de Saré Faramba, qui ambitionne de gérer sa propre unité de transformation de produits bio.

Fatou qui coordonne le club de jeunes de Sibicaranto, s'exprime : « Nos actions, prouvent que nous sommes des actrices du changement avec des solutions concrètes face à nos problèmes et à ceux de nos communautés ».

En effet, ces jeunes filles affirment se sentir aujourd'hui moins vulnérables de par leur capacité à développer des activités génératrices de revenus. Elles ont fabriqué, grâce aux unités de production acquises par UNFPA, plus de 1927 morceaux de savon locaux, à base de produits naturels, et autres produits. Les revenus générés vont contribuer à l'autonomisation des adolescentes ainsi qu'à la lutte contre les mariages et grossesses précoces. « Nous sommes aujourd'hui sollicitées par d'autres organisations pour la formation de leurs groupements par les filles » renchérit Fatou de Sibicaranto.

Soutenant ces efforts, les autorités locales apportent également leur soutien. Le Club de Jeunes Filles du village de Hamdalaye dans le département de Kolda a bénéficié d'un terrain d'environ un hectare offert par le Chef de village pour les AGRs. Ainsi, le Club des Jeunes Filles composé de vingt-cinq membres a cultivé en 2019 : 25 kg de haricot et récolté 100 kg. La récolte a servi à fabriquer des aliments enrichis destinés aux enfants malnutris de la case de santé de Hamdalaye. En 2020 : elles ont produit 133 Kg de maïs vendu à 30 000 F ; ces fonds ont été placés dans la caisse du CFJ et ont permis de financer les AGRs en saponification et en transformation de jus de fruits.

Les revenus tirés de ces AGR ont permis aux membres de prendre en charge leurs frais scolaires pour l'année 2020/2021.



Outre l'octroi du terrain, le CJF de Hamdalaye a reçu un appui d'UNFPA/AMC en équipements et une formation pour la saponification et la transformation des fruits, également les 25 membres du CFJ formés en SRAJ et en nutrition et enfin une membre du CFJ a été enrôlée en formation de couture au CFP de Sareyoba.

Aujourd'hui le club des jeunes filles leaders de la commune de Kolda est à la tête de six mini-unités fonctionnelles de production de savons locaux, transformation de jus de fruits et produits locaux avec une recette totale de 3 913 500 FCFA en 2021.



Fière du chemin parcouru la plus jeune adhérente, Mariama Ba, 11 ans et déjà présidente de club de Jeunes filles de Mampatim, détentrice du prix African Woman Leadership Award du plus jeune leader féminin ouest africain, de dire : « Cette expérience m'a permis d'être plus déterminée à me battre pour réussir dans la vie ».



GENRE

Une jeunesse engagée pour un futur égalitaire : L'association DECLIC lance la campagne Génération Égalité en Casamance

Hawa Seydou Diop - ONU Femmes

La campagne Génération Égalité lancée par ONU Femmes dans le cadre de la commémoration du 25^{ème} anniversaire du Programme d'action de Beijing vise à atteindre plusieurs objectifs parmi lesquels la parité salariale, le partage égal des soins non rémunérés et du travail domestique, la fin du harcèlement sexuel et de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, des services de soins de santé qui répondent à leurs besoins, ainsi que leur participation égale à la vie politique et à la prise de décisions dans tous les domaines de la vie.

Cette campagne a connu un engouement mondial avec comme point culminant le Forum Génération Égalité de Paris au mois de juillet 2021. Le Sénégal n'a pas dérogé à la règle, l'engagement des jeunes, de la société civile, et des autorités ne s'est pas cantonné à Dakar, les autres régions ont aussi démontré leur intérêt et leur engagement pour un futur égalitaire.

La Casamance, et plus particulièrement la ville de Ziguinchor a abrité plusieurs manifestations dans le cadre de cette campagne. Avec le soutien de ONU Femmes, l'association DECLIC qui œuvre dans le domaine du développement, de la citoyenneté, du leadership intégré et des actions communautaires a mené avec succès sa campagne régionale à travers des



actions communautaires innovantes, multigénérationnelles et multi-acteurs. Née en 2016, DECLIC (Développement, Citoyenneté, Leadership Intégré & Communautaire) est une organisation de plus de 50 jeunes professionnels et 300 volontaires pluridisciplinaires ayant uni leurs compétences en vue de contribuer au développement de leur localité. DECLIC a pour objectif de développer le leadership et les compétences des jeunes et femmes afin de leur permettre de saisir les opportunités qui s'offrent à elles et de contribuer au développement de leurs communautés.

La « campagne Sud » soutenue par ONU Femmes se veut être une localisation de celle de la Génération



Egalité. Elle a débuté par le lancement d'une campagne de communication digitale sur le thème « femmes et filles leaders » et a permis de rendre visibles les actions de femmes et filles de la communauté et de sensibiliser sur les défis auxquels elles sont confrontées au quotidien.

Au compteur des réalisations de cette campagne on peut citer l'organisation d'un forum intergénérationnel sur l'égalité au niveau communautaire qui a réuni plus de 100 participants(e)s de générations, cultures et organisations diverses. Ce Forum s'est tenu en présence de l'adjointe au maire, du chef de service départemental de l'action sociale, des représentantes d'organisation féminines, de l'église, des femmes des quartiers et des « *Badienou Gokh* ».

Au sortir du forum, les participants(es) ont pris connaissance des ODD, des différentes formes de violences à l'égard des femmes et des filles et des recours existants pour les dénoncer.

Les témoignages des filles ont à la fois informé et choqué les adultes qui ont été alertés sur l'existence de réseaux d'exploitation sexuelle dans la localité. Les autorités se sont engagées à accompagner d'avantage les couches vulnérables à travers une étroite collaboration avec les associations telles que DECLIC.

Des visites de proximité ont ponctué la campagne et ont également permis de sensibiliser les autorités locales, religieuses et coutumières parmi lesquelles on peut citer les reines des îles Kachouane et de Karones, la reine d'Oussouye et la Congrégation des Sœurs Catholiques.

Au total, 101 personnes ont été mobilisées : élèves, enseignants, autorités locales et religieuses, parents, étudiants, femmes influentes et volontaires intercommunautaires de proximité de l'association DECLIC.

« *La campagne Sud* » soutenue par ONU Femmes a également permis l'installation d'un espace communautaire intergénérationnel baptisé « *Aline Sitoé* » - symbole d'intégrité, de bravoure et d'engagement - afin de favoriser les échanges entre les jeunes et leurs aînés sur les problèmes qui gangrènent leur communauté.

Toutes les parties prenantes ont salué l'installation de l'espace ALINE qui est non seulement une innovation de taille, mais a permis une reconnexion entre plusieurs générations.

L'objectif est désormais de dupliquer le modèle « *Aline Sitoé* » dans le reste de la région et de continuer la sensibilisation dans la localité sud pour un futur égalitaire.



Une cour d'appel équipée de salles d'audience correctionnelle et civile à Tambacounda a récemment été remise au Ministère de la Justice. Désormais, 780 000 habitants de la région de Tambacounda bénéficieront de cette infrastructure et auront un meilleur accès à la justice. Dans le cadre du Projet d'Appui au Renforcement de l'Etat de Droit au Sénégal (PARED), financé par l'Union européenne, l'UNOPS a construit 13 infrastructures judiciaires au Sénégal en mettant les tribunaux locaux à proximité des populations locales.



Le Programme UNV a mené le 13 octobre 2021 une activité de réhabilitation de la forêt classée de Mbao soutenue par les Agences du SNU et le Ministère de l'Environnement. Durant deux jours, les volontaires ont nettoyé, reboisé, rénové, mais aussi sensibilisé les communautés à la protection de la Forêt Classée de Mbao.





PARTENARIAT

Renforcer le partenariat entre la France et le Système des Nations Unies au Sénégal

Par Papa Cheikh Sakho Jimbira - Bureau du Coordonnateur Résident

L'Equipe Pays du Système des Nations Unies au Sénégal a accueilli une rencontre de travail avec une délégation de l'ambassade de France au Sénégal, conduite par Son Excellence Philippe Lalliot, le mercredi 22 septembre 2021.

L'Ambassadeur de France au Sénégal et ses collaborateurs ont été reçus par le Coordonnateur Résident Siaka Coulibaly, accompagné des Représentants de la FAO, de l'UNICEF, d'ONU Femmes, de l'ONUSDI et du Représentant Résident a.i du PNUD, tandis que d'autres Chefs d'Agences des Nations Unies au Sénégal participaient à la rencontre de manière virtuelle.



Le Coordonnateur Résident a rappelé l'excellence des relations entre la France et le Système des Nations Unies aux niveaux global, régional et pays ; une coopération au demeurant déjà opérationnelle, à travers un certain nombre de projets achevés et en cours. Son Excellence Philippe Lalliot a également salué la qualité de la coopération, qui est déjà effective et qu'il convient de renforcer pour mieux soutenir le Sénégal. Certains projets sont assez emblématiques de l'excellence de cette coopération, comme le programme des cantines scolaires, pour lequel les présidents Emmanuel Macron et Macky Sall se sont fait les porte-parole au niveau global à travers la coalition mondiale de l'alimentation scolaire.

Le Système des Nations Unies au Sénégal et la France collaborent par conséquent dans plusieurs projets de



développement qui touchent l'éducation, la santé, l'emploi, la protection sociale, le genre, l'environnement et le changement climatique, la migration, l'agriculture, etc.



Mme Maryline Loquet, attachée de coopération à l'ambassade de France a rappelé les collaborations en cours avec le FIDA, le PAM et la FAO dans des projets en agroécologie, à travers une approche transversale, comme le projet Agri-jeunes qui est une initiative du FIDA en faveur de la formation agricole, mais également d'autres initiatives pour cartographier et renforcer la formation agricole ou encore en faveur de l'aide alimentaire programmée.

Quant à monsieur Alexandre Pointier, Directeur de l'Agence Française de Développement (AFD), il a également magnifié l'excellence des relations, non sans rappeler que la collaboration entre l'AFD le Sénégal porte sur pratiquement tous les domaines d'intervention couverts par le SNU et qu'à ce titre beaucoup de projets conjoints sont déjà en cours. Par exemple l'AFD collabore avec ONU Femmes pour combler les lacunes en termes de statistiques liées au genre, mais également avec le PAM pour le programme des cantines scolaires, en appui au ministère de l'Éducation Nationale, avec une enveloppe de 7,5 millions de dollars dans le cadre du plan de riposte contre la COVID-19. D'autres projets sont également menés conjointement avec le FIDA dans l'agriculture et le BIT sur les statistiques de l'emploi.

M. François Bockel, Conseiller adjoint de coopération et d'action culturelle a rappelé l'importance pour le SNU et la France de mener des actions conjointes sur le terrain, comme les visites conjointes réalisées en collaboration avec l'UNICEF dans les régions de Tambacounda et Kédougou, pour agir ensemble sur des thématiques comme la formation, la jeunesse, la protection sociale et l'emploi. Cette approche de coopération décentralisée pourrait avoir beaucoup d'impact sur les populations, selon lui.

L'ambassade de France collabore également avec ONU femmes et l'UNICEF sur la gouvernance, l'emploi et l'éducation, comme à l'occasion du forum Génération Égalité, qui s'est tenue à la fin du mois de juin dernier, rappelle Mme Tiphaine Cosnier, attachée de coopération à l'ambassade de France au Sénégal. D'autres collaborations existent avec des entités du Système des Nations Unies au Sénégal, comme l'OMS, UNFPA, comme dans le cadre du Fonds Français Muskoka, qui promeut une approche multisectorielle intégrée et communautaire et une coordination inter-agences, pour la réduction de la mortalité maternelle, le renforcement de la santé reproductive en particulier des adolescents, l'accès équitable et de qualité aux soins et aux médicaments, aux femmes, nouveau-nés, enfants et des adolescents, etc.

Outre ces différentes collaborations, il faut souligner que la France a mis à la disposition du Système de Nations Unies au Sénégal, plusieurs Volontaires des Nations Unies et experts associés, qui sont dans les différentes Agences du SNU.

Le Coordonnateur Résident est revenu sur la réforme des Nations Unies, instrument crucial du multilatéralisme au bénéfice duquel, SEM l'Ambassadeur a rappelé le fort soutien de la France, qui au demeurant prête beaucoup d'attention à sa mise en œuvre. Il a par ailleurs présenté le Cadre de Coopération des Nations Unies adossé à la réforme, qui au Sénégal est aligné au Plan Sénégal Emergent (PSE) et couvre la période 2019-2023, pour plus de cohérence et d'efficacité dans le soutien au Gouvernement, mais également le Cadre des Nations Unies pour la réponse socioéconomique à la COVID-19, aligné au PAPII Ajusté & Accéléré (PAP2A) et au Programme de Résilience économique et sociale (PRES). Les interactions de l'Équipe Pays avec la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) ont également été brièvement présentées. Au cours de la rencontre, les échanges ont permis de trouver de véritables pistes de synergies autour des interventions conjointes, mais également autour d'une meilleure coordination des partenariats. Le Coordonnateur Résident et Son Excellence Philippe Lalliot se sont félicités de la qualité des discussions en termes d'enseignements. Aux yeux de Son Excellence l'Ambassadeur, il apparaît clair que certaines thématiques doivent être prises en charge de manière conjointe, notamment le genre, la jeunesse et les questions liées aux territoires. Il a également émis le souhait que de nouvelles équipes conjointes soient constituées et que celles existantes soient renforcées, mais également que des visites de terrains conjointes et une communication conjointe puissent être mises en place.

Changer des vies par le biais du volontariat

Maria Dombaxi - HCR



Les jeunes en Afrique sont confrontés à de multiples obstacles et défis en matière d'emploi. Bien que les pays africains soient en croissance économique, ils ne peuvent pas créer suffisamment d'emplois pour accueillir sa population croissante de jeunes et avec la pandémie de COVID 19, les ménages ont été confrontés à des impacts économiques massifs.

En plus des défis du chômage, les jeunes réfugiés rencontrent des obstacles supplémentaires, à savoir l'absence de documentation, devant apprendre la langue du pays hôte, intégrer les cultures locales et s'adapter à un nouveau mode de vie tout en essayant de créer un avenir meilleur et plus sûr.

Pour équilibrer et atténuer certains des défis rencontrés par les réfugiés lors de la recherche d'emploi, le bureau régional du HCR à Dakar a financé une initiative d'une durée de 2 ans en 2018, en collaboration avec les bureaux régionaux du programme VNU. Offrir aux réfugiés la possibilité de

servir en tant que Volontaires nationaux des Nations Unies après avoir obtenu leur diplôme de l'Initiative universitaire allemande Albert Einstein pour les réfugiés (DAFI), un programme de bourses qui permet aux réfugiés du monde entier d'accéder à l'enseignement supérieur dans leur pays d'accueil.

L'initiative constitue une opportunité pour les volontaires réfugiés DAFI d'acquérir une expérience professionnelle dans le Système des Nations Unies, où ils peuvent contribuer avec leur expérience unique et leurs perspectives de connaissances pour aider à atteindre les ODD, en devenant Volontaires des Nations Unies. Cette opportunité est venue à un moment opportun pour Mikaelou D. DIA et Hadjaratou Issa Aw, deux jeunes réfugiés mauritaniens arrivés très jeunes au Sénégal avec leurs familles. Hadja a déclaré : *« Diplômée, j'ai encore vécu des difficultés d'intégration au niveau professionnel en raison de mon statut de jeune*

réfugiée. Grâce au HCR, avec son programme d'appui à l'insertion des jeunes réfugiés diplômés, mon rêve devenait de plus en plus atteignable. J'ai été placée dans une entreprise locale pour un stage de 6 mois. Quelques mois plus tard, j'ai rejoint l'équipe des Volontaires des Nations Unies au Sénégal via le bureau pays du PNUD. Le processus de candidature était juste et il était basé sur les compétences et non sur l'ethnicité, un problème auquel j'ai dû faire face à plusieurs reprises au fil des ans en raison de mon statut de réfugié. » Depuis juillet 2021, Hadja travaille au bureau régional de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) en tant que personnel local, de plus, grâce au plaidoyer et à l'assistance du bureau multi-pays du HCR au Sénégal, elle est naturalisée sénégalaise depuis 2020.

Grâce à sa position au sein du Système des Nations Unies, Mikaelou a pu créer des partenariats pour rendre la sympathie qui lui a été témoignée, a-t-il déclaré : « *Dans le cadre de la réponse à la pandémie COVID-19, en collaboration avec d'autres anciens DAFISTES, j'ai coordonné un projet d'assistance aux réfugiés, en priorisant les familles monoparentales dirigées par des femmes. Grâce à nos propres contributions financières, de celles de bonnes volontés et aux partenariats que nous avons décroché auprès de ONU Femmes et le programme VNU, nous avons assisté 25 ménages composés de plus de 120 personnes en vivres (pour un mois) et en produits hygiénique dont des savons, des gels, de l'eau de javel et des masques. »* Il a ajouté : « *En coordination avec d'anciens collègues de DAFIST, nous prévoyons de fournir une assistance aux étudiants réfugiés avec des fournitures scolaires à voir les possibilités de couvrir les coûts des cours de renforcement pour les étudiants. »*

En Afrique de l'Ouest et du Centre, bon nombre des 350 récents diplômés DAFI ont eu du mal à entrer sur le marché du travail. C'est pourquoi le HCR et le programme VNU ont plaidé pour leurs droits et identifié des opportunités de volontariat pendant une période initiale d'un an. En 2018 et 2019, 22 diplômés réfugiés DAFI ont été invités à s'engager comme volontaires pour les Nations Unies ouvrant désormais la voie à de nouvelles opportunités pour la prochaine génération de jeunes réfugiés diplômés. L'initiative a permis de créer un tableau de bord des différentes structures susceptibles d'accueillir des volontaires nationaux réfugiés. En outre, le bureau multi-pays du HCR a organisé des formations de renforcement des capacités à leur intention (en matière de leadership, d'autonomisation et de compétences générales). À travers un système de mentorat, le HCR a mis les diplômés en contact avec de jeunes entrepreneurs



(modèles) pour obtenir un soutien par le biais des événements publics pour promouvoir le programme et ainsi faciliter la multiplication et l'extension du projet.

Le bureau multi-pays du HCR au Sénégal prévoit d'étendre davantage l'initiative à d'autres domaines, y compris, mais sans s'y limiter, les opportunités d'entrepreneuriat et les perspectives d'emploi dans le secteur privé. Cependant, faciliter l'accès au micro-crédit n'est pas garanti en raison des conditions procédurales requises pour la documentation et de la méconnaissance des institutions concernant les droits des titulaires de la carte de réfugié. Garantir la disponibilité de fonds pour faciliter le processus de naturalisation de ces jeunes réfugiés est une priorité.

Autonomiser les jeunes et favoriser leur participation au développement par le volontariat

Par Bery Kandji- UNV



En Afrique de l'Ouest, la plupart des jeunes sont confrontés à plusieurs défis majeurs, notamment l'accès à l'éducation, à l'emploi et aux soins de santé, qui pousse certains à émigrer ou même à se radicaliser.

Grâce au volontariat, de meilleures perspectives de carrière sont offertes aux jeunes. Il n'y a pas de moyen plus rapide, plus efficace et plus gratifiant que le volontariat, qui favorise l'inclusion sociale, le renforcement des capacités et l'accès à de nouvelles opportunités.

Le programme VNU promeut l'engagement des jeunes à travers des modalités comme les jeunes volontaires de l'ONU, les volontaires en ligne et les volontaires universitaires de l'ONU, afin de les encourager à prendre confiance dans leur propre société, à améliorer leurs compétences et à donner un sens à leur vie.

La jeune volontaire ONU, Maissa Abdellaoui, 27 ans affectée au bureau pays de l'UNICEF à Dakar comme chargée de l'éducation et de l'autonomisation des filles

explique : « Je suis passionnée par les relations internationales et l'égalité des sexes. Ma mission avec l'UNICEF s'inscrit dans le périmètre " Genre et exclusion avec pour objectif de réduire l'exclusion scolaire en aidant les enfants vulnérables, en particulier les filles, à terminer l'école primaire et à poursuivre dans le secondaire, et en facilitant la réintégration des enfants non scolarisés, dans toutes les régions du Sénégal. Pour atteindre cet objectif, j'apporte un appui technique sur le développement de : la revitalisation et l'engagement des réseaux d'enseignantes (RFE), l'appui sur les kits de dignité (serviettes hygiéniques lavables) pour les écoles et les filles, la mise en œuvre du club des filles (actuellement renommé : Groupe de soutien et d'entraide aux filles), entre autres activités. Je suis très reconnaissante au programme VNU et à l'UNICEF de m'avoir donné l'opportunité, en tant que jeune, de changer positivement les choses, même si c'est à petite échelle. »

Le programme VNU renforce ses partenariats avec les Agences des Nations Unies et le secteur privé au Sénégal et dans la région, afin d'encourager les jeunes à participer à l'accomplissement du mandat des Nations Unies dans de nombreux domaines tels que l'accès aux soins de santé et à l'éducation de base, la lutte contre la pauvreté, la dégradation de l'environnement, l'exclusion sociale, la réduction des risques de catastrophes etc.

En partenariat avec UNFPA, le programme VNU a recruté et déployé en 2019 dix volontaires communautaires ONU dans les dix régions du Sénégal pour soutenir la mise en œuvre du « *Projet Amélioration de la Santé et du Bien-être des femmes et adolescent(e)s du Sud du Sénégal* » sur financement du Canada' et du « *Projet de Renforcement de l'accès des populations en particulier les plus vulnérables à des services de santé de base de qualité dans les régions du Nord et du Centre* » financé par le Luxembourg. Les projets sont mis en œuvre dans la perspective de la capture du dividende démographique et de l'émergence visée par le Sénégal en 2035.

Anta Diop, 24 ans, une de ces volontaires, a intégré l'équipe cadre du district sanitaire de Saint Louis.
« Je travaille en étroite collaboration avec les partenaires locaux pour créer la demande de services

de santé maternelle, planification familiale, nutrition, santé reproductive des adolescent(e)s/jeunes en particulier les plus vulnérables. Les petites actions au quotidien peuvent changer la vie de beaucoup de gens. C'est toujours une grande fierté de participer à la construction des communautés.» déclare-t-elle.

En 2020, le programme VNU a investi dans le placement stratégique de volontaires nationaux pour soutenir les partenaires dans leur lutte contre la pandémie et son impact sur le développement durable. Les Volontaires ONU affectés aux technologies de l'information et de la communication et à la saisie de données, par exemple, ont contribué à la mise en place de plates-formes numériques et au développement de la communication sur Internet, permettant à chacun de rester connecté dans les moments difficiles et améliorant la réponse globale à la crise. Leurs missions ont été financées par le Fonds spécial des Volontaires des Nations Unies (SVF).

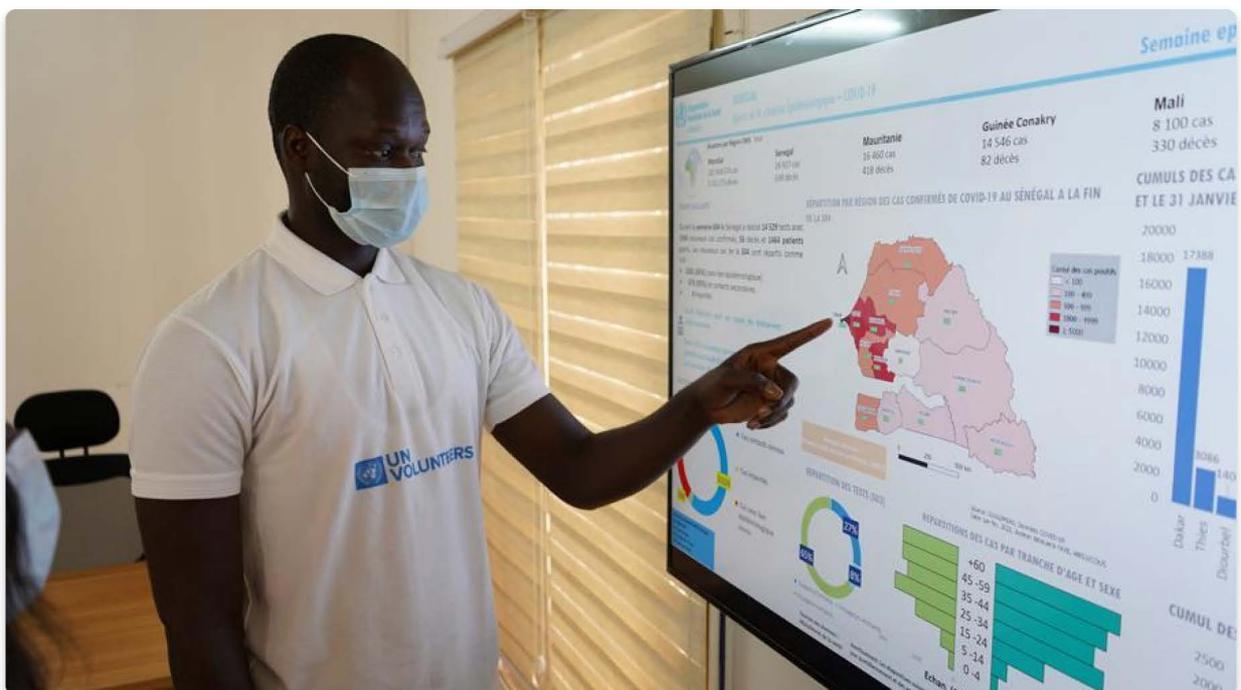
Parmi eux, il y a le jeune sénégalais Gorgui Ba Toure qui a servi l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en tant que responsable de la gestion de l'information. Il a contribué à l'élaboration d'un système d'information et de pratiques de partage des connaissances, qui a aidé les partenaires à mettre en place une réponse à la pandémie COVID-19. De plus, il a utilisé ces outils pour collecter et actualiser les données sous forme de rapports hebdomadaires qui aident les partenaires à identifier les risques dans les secteurs et les régions et à surveiller les taux d'infection en temps réel. Sa contribution est fortement appréciée par l'OMS qui vient de le recruter comme consultant.

« Le travail de Gorgui a permis de mieux orienter les recommandations du bureau à l'endroit des acteurs de la gestion de la pandémie de COVID-19 au Sénégal. La base de données qu'il a pu constituer et la maîtrise qu'il a de l'utilisation de logiciel d'analyse statistique, nous aide à suivre les indicateurs pertinents pour une bonne analyse des données, à réajuster notre appui au pays, à partager des informations fiables avec les autres partenaires et documenter correctement la gestion de la pandémie. » Dr Lucile IMBOUA, Représentante Résidente de l'OMS.

En dehors du volontariat traditionnel, le programme VNU permet aux jeunes de s'impliquer à travers le volontariat en ligne. Actuellement plus de 1,460 jeunes sénégalais enrôlés sur la plateforme « *Online Volunteering* » offrent gratuitement leurs services dans des domaines comme la sensibilisation et le plaidoyer, le design, le développement de projets, les actions communautaires, la lutte contre la COVID19 entre autres.

Faire appel à l'imagination, aux talents et à l'énergie des jeunes pour l'avenir est le moyen d'atteindre les ODD pour tous. Le programme VNU s'attèle à renforcer l'autonomie des jeunes et encourager leur participation et leur citoyenneté active par le biais du volontariat. C'est pour cela que le programme VNU soutient également la « *Stratégie Jeunesse* » mise en œuvre par le Système des Nations Unies, à travers la promotion de l'engagement volontaire et des droits des jeunes.

Depuis 2020, un peu plus de 800 jeunes sénégalais expérimentés enregistrés dans le Talent Pool de UNV sont disponibles pour participer au développement de leurs communautés et à l'atteinte des ODD pour tous.





En 2020, la pandémie de la Covid-19 a occasionné la fermeture des écoles et entraîné une rupture scolaire pour des millions d'élèves. Le Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel) en appui à la continuité pédagogique a entrepris la mise en œuvre de projets d'utilisation des TIC pour renforcer la résilience des systèmes éducatifs face aux crises.



UNICEF a appuyé l'initiative gouvernementale « Zéro enfant dans la rue dans un contexte de COVID-19 ». Des milliers d'enfants ont retrouvé leurs familles et le sourire.





ÉDUCATION

Accélérer l'éducation des jeunes et des adultes au Sénégal grâce à l'alphabétisation

Théodore Somda - UNESCO

Le Ministère de l'éducation nationale du Sénégal dans sa volonté de renforcer les acteurs de l'éducation non formelle a consenti d'énormes efforts pour une mise à l'échelle et une mise en œuvre de la validation des acquis de l'expérience ainsi que pour le renforcement de capacités des Chargés d'EBJA des niveaux déconcentrés, et ce avec l'appui du Programme de développement des Capacités pour l'Éducation (CapED) de l'UNESCO.

Moussa, un passionné de l'alpha

Monsieur Elhadji Mamadou Moussa Ba, la soixantaine est un doyen parmi les passionnés de l'éducation des jeunes et des adultes au Sénégal.



Il exerce cette activité depuis plus de dix ans déjà, avec détermination dans son département de Podor au Nord du Sénégal, non loin de la mythique ville de Saint-Louis. M. Ba a toujours une histoire à raconter sur les bienfaits de l'alphabétisation. « *Ma fierté est d'avoir formé des facilitateurs qui sont aujourd'hui des conseillers municipaux ou des maires, très actifs dans leurs localités pour certains, pour les autres ce sont des activités génératrices de revenus qu'ils ont pu monter grâce à cela, certains tiennent des classes comme facilitateurs.* » nous confie-t-il avec une fierté non moins dissimulée.

Un phénomène toujours présent

Fléau qui impacte la vie de près de 900 millions de personnes dans le monde, l'analphabétisme touche à lui seul près de 200 millions de jeunes et d'adultes, dont deux tiers de femmes en Afrique de l'Ouest et de ce seul fait, entraîne leur exclusion en les plaçant dans une situation de précarité sociale et économique importante. En cela, le Sénégal n'est pas en reste puisque le phénomène y est l'apanage de 54,6% de la population, soit plus d'une personne sur deux. C'est fort de ce constat que des actions sont entreprises depuis plusieurs années par les structures en charge de l'éducation nationale pour juguler les facteurs qui alimentent cette situation. Au nombre de ceux-ci figure en bonne place la question préoccupante de la qualifi-

cation des enseignants de l'Éducation non formelle, et des facilitateurs en alphabétisation en particulier.

Au Sénégal une formation continue des Chargés d'Éducation de Base des Jeunes et des Adultes

C'est dans le processus donc du renforcement continu de capacités du personnel de formation en éducation de base que la ville de Thiès a accueilli du 28 au 30 juin 2021, un atelier de formation des Chargés d'Éducation de Base des Jeunes et des Adultes (CEBJA) de quelques Inspections d'Académie et des Inspections de l'Éducation et de la Formation, venus de toutes les régions du Sénégal.

Appuyé par le bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel), à travers son programme de renforcement de capacités en éducation (CapED) mis en place, depuis 2015 et chapeauté par la Direction de la Formation et de la Communication (DFC), du Ministère de l'éducation du Sénégal, cet exercice fait partie d'une série de renforcement de capacités pour la professionnalisation des enseignants du non formel en sus de la mise à l'échelle de la VAE en cours.



« Les cibles de l'alphabétisation, au nombre déjà important, augmentent car nous avons un flux provenant des décrochés de l'école ; il grossit continuellement par l'effet combiné de l'arrivée de ceux qui sont hors-système et des décrocheurs ; et il nous faut un personnel de formation aux niveaux déconcentrés qualifiés, et ce personnel c'est vous » a martelé M. Tidiane Sall, représentant le Directeur régional, dès son allocution d'ouverture à l'endroit des participants.

L'objectif donc de cet atelier a été de partager le dispositif de formation initiale des personnels de de l'éducation et de la formation, conçu pour les formateurs de formateurs pour mieux autonomiser ce

personnel dans leurs activités au niveau déconcentré. C'est ce qu'a indiqué monsieur Mamadou Moustapha Diagne, Directeur de la Formation et de la Communication à l'ouverture de cet atelier. « *La question de l'éducation dans les langues nationales est importante pour le Sénégal et le gouvernement a pris la mesure de cette nécessité en voulant donner tout son poids à l'alphabétisation, par des actions de formation comme celle qui nous réunit pendant deux jours* ».

S'approprier du dispositif pour être opérationnel

Pour arriver à une alphabétisation efficace, le personnel de l'Éducation de Base des Jeunes et Adultes (EBJA) des niveaux déconcentrés doit s'imprégner du dispositif de formation initiale des facilitateurs en alphabétisation pour être opérationnel en tant que formateur de formateurs, avec des pratiques harmonisées efficaces et efficientes. Et, c'est bien ce que le consultant en EBJA, monsieur Mamadou Mara, attendait de la trentaine de participants qui étaient présents. « *La formation à l'identification des besoins en formation des apprenants est une des compétences clés que les apprenants ont eu à maîtriser au cours de cet atelier pour mieux déployer leurs activités de formation* ».

Mais bien au-delà des compétences en lecture écriture et calcul, que délivrent déjà les CEBJA dans leurs localités, l'accompagnement des communautés à l'autonomisation, par le développement de compétences de vie courante est fondamental, pour la réussite de tout ce processus. Et cela les Chargés d'éducation, le remarquent au quotidien au contact de leurs populations.

« *La demande est très forte dans le département de Podor ma localité, où plusieurs classes ont été ouvertes sur fonds propres par les populations locales elles-mêmes... Nous avons formé des facilitatrices en alphabétisation qui mènent maintenant des activités génératrices de revenus, qui ont ouvert des commerces et gèrent mieux leurs activités, grâce aux outils de comptabilité de gestion acquis lors de nos formations.* » selon le doyen des participants M. Elhadji Mamadou Moussa Ba, chargé EBJA de l'IEF de Podor, département situé au Nord-Ouest du Sénégal.

Créé en 2003, le Programme de développement des capacités pour l'éducation (CapED) apporte une assistance ciblée et renforce les capacités nationales à entreprendre des réformes éducatives reposant sur des données factuelles. C'est une plate-forme efficace de mise en oeuvre pour l'UNESCO, qui fournit les moyens d'un soutien cohérent mobilisant l'expertise interne de l'Organisation et orientant les méthodes de travail de son Secteur de l'éducation. La mise en oeuvre du Programme CapED est assurée par les entités du réseau mondial de l'UNESCO.



ÉDUCATION

Intégrer le digital pour assurer la continuité des apprentissages des plus vulnérables : le Sénégal innove avec l'appui de l'UNESCO

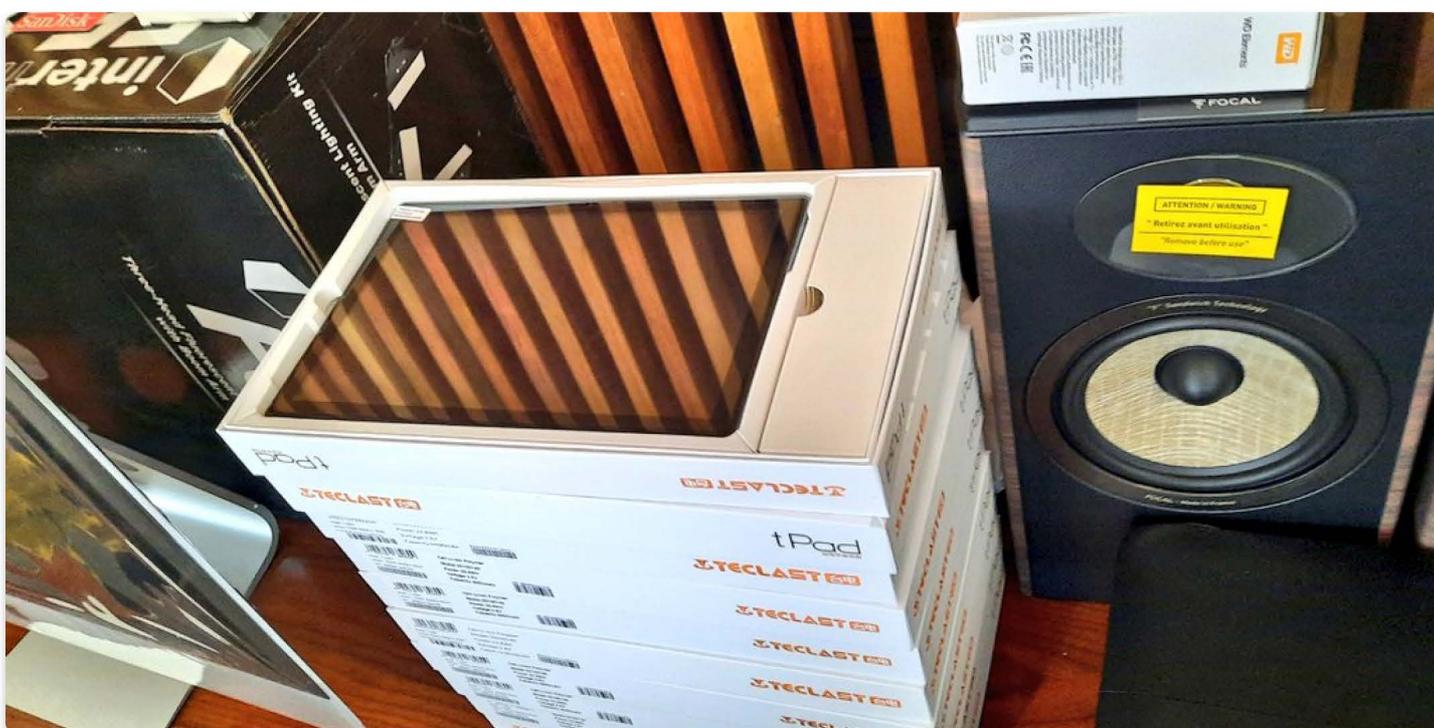
Théodore Somda - UNESCO

Ce mardi 31 août, lors d'une cérémonie officielle qui s'est tenue à Diamniadio, les établissements de formation professionnelle et technique de Ziguinchor et d'Ourossogui ainsi que le lycée Seydina Limamou Laye de Dakar ont reçu, de la part de l'UNESCO, du Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance (UNICEF), du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), et de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), du matériel informatique visant à équiper leurs laboratoires virtuels; cela dans le but d'assurer la continuité pédagogique en temps de pandémie et de mieux intégrer le numérique dans l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (EFTP).



Durant cette cérémonie, monsieur Dimitri Sanga, directeur du Bureau régional de l'UNESCO à Dakar a rappelé, lors de son intervention, que ce don s'inscrit dans le cadre du projet « Assurer la continuité des apprentissages des enfants et des adolescents les plus vulnérables au Sénégal » mis en œuvre par l'UNESCO en partenariat avec l'UNICEF, l'UNHCR et l'UIT et financé par le fonds des Nations Unies pour répondre rapidement aux préoccupations liées à la pandémie de COVID-19. Ce projet a notamment permis, d'une part, la formation de 100 enseignants issus des différentes académies, Inspections d'Éducation et de Formation (IEF) et centres régionaux de formation du personnel de l'éducation à la techno-pédagogie au Sénégal ; d'autre part, la distribution de tablettes numériques à 250 filles issues des IEF de Goudiry, Ranérou et Salémata entre mars 2020 et mai 2021.





Dame Diop, Ministre de l'Emploi, de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion du Sénégal a également salué les résultats atteints grâce aux dispositifs mis en place pour appuyer les établissements de formation dans la lutte contre la COVID-19: « ces dispositifs nous ont permis d'obtenir des résultats exceptionnels en matière de formation professionnelle et d'enseignement technique : tandis que le taux de réussite au bac avoisine les 45% de manière générale, il atteint près de 70% dans l'enseignement technique » a-t-il souligné.

Pour Dimitri Sanga et l'UNESCO, la transformation digitale a un rôle non-négligeable à jouer dans le maintien de la qualité de l'éducation, en particulier en temps de crise.

« Je demeure convaincu qu'à travers le numérique, nous pouvons relever le défi de la continuité des apprentissages et nous préparer à faire face à de futures crises qui ne garantiraient pas des conditions de sécurité sanitaires idoines des acteurs de l'éducation, pour les enseignements/apprentissages en présentiel » a appuyé M. Sanga.

Par ce don de matériel informatique, l'UNESCO et ses Agences sœurs du Système des Nations Unies marquent une nouvelle fois leur volonté d'appuyer activement le Gouvernement sénégalais dans la riposte éducative contre la pandémie de COVID-19 et dans l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable 4 (ODD4).



Cérémonie de remise de dons et de matériels de protection contre la COVID-19, de l'Equipe Pays des Nations Unies à la Maison d'arrêt et de correction pour femmes de Camp pénal dans le cadre de la semaine d'engagement du Système des Nations Unies contre la COVID-19.



Accueil et enrôlement des migrants sénégalais bloqués pendant plusieurs mois en Algérie. Ces retours ou mouvements volontaires sont réalisés dans le cadre de l'Initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants en Afrique.

**Journée des Nations Unies - 24 Octobre -
Message du Secrétaire général de l'ONU**



Il y a soixante-seize ans était fondée l'Organisation des Nations Unies, porteuse d'espoir pour un monde tout juste sorti des ténèbres d'un conflit catastrophique.

Aujourd'hui, les femmes et les hommes qui composent l'ONU font vivre cet espoir partout sur la planète.

Le COVID-19, les conflits, la faim, la pauvreté et l'urgence climatique nous rappellent que notre monde est loin d'être parfait.

Mais ils montrent aussi clairement que la solidarité est la seule voie possible pour aller de l'avant.

Nous devons agir ensemble pour relever les grands défis auxquels nous sommes confrontés et progresser dans la réalisation des Objectifs de développement durable.

En veillant à ce que chaque personne, partout dans le monde, ait accès aux vaccins contre le COVID-19 le plus rapidement possible.

En protégeant et en faisant respecter les droits et la dignité de tous, en particulier des personnes les plus pauvres et les plus défavorisées, des filles et des femmes, des enfants et des jeunes.

En nous employant à mettre fin aux conflits qui déchirent notre monde.

En prenant des engagements climatiques ambitieux pour sauver notre planète, et en les honorant.

Et en bâtissant une gouvernance mondiale plus inclusive, plus efficace et fonctionnant davantage en

réseau, comme détaillé dans mon récent rapport, « Notre Programme commun ».

Les valeurs qui sous-tendent la Charte des Nations Unies depuis 76 ans – la paix, le développement, les droits humains et l'égalité des chances pour tous – n'ont pas de date d'expiration.

À l'occasion de la Journée des Nations Unies, faisons corps autour de ces idéaux et soyons à la hauteur de la promesse, du potentiel et de l'espoir qu'incarne l'ONU.

**Journée mondiale de l'alimentation - 16
Octobre - Message du Secrétaire général
de l'ONU**



La Journée mondiale de l'alimentation n'est pas seulement un rappel de l'importance de l'alimentation pour tous les habitants de la planète. C'est aussi un appel à agir pour assurer la sécurité alimentaire partout dans le monde.

Aujourd'hui, près de 40 % de l'humanité – trois milliards de personnes – n'ont pas les moyens de s'offrir une alimentation saine.

La faim gagne du terrain.

Tout comme la sous-alimentation et l'obésité.

Les répercussions économiques de la COVID-19 n'ont fait qu'aggraver la situation.

À cause de la pandémie, 140 millions de personnes supplémentaires ne peuvent pas avoir accès aux aliments nécessaires.

Dans le même temps, la manière dont nous produisons, consommons et gaspillons les aliments a des conséquences dévastatrices pour notre planète.

En plus de mettre nos ressources naturelles, notre climat et notre environnement naturel sous pression comme jamais auparavant dans l'histoire, nos comportements alimentaires nous coûtent des milliards de milliards de dollars par an.

Comme l'indique clairement le thème de cette année, nous avons le pouvoir de changer les choses.

« Nos actions déterminent notre avenir. »

Le mois dernier, le monde entier s'est réuni pour le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.

Les pays ont pris des engagements ambitieux pour transformer les systèmes alimentaires.

Pour faire en sorte que les régimes alimentaires sains soient plus abordables et plus accessibles.

Et pour rendre les systèmes alimentaires plus efficaces, plus résilients et plus durables à toutes les étapes, de la production à la distribution, en passant par la transformation, la commercialisation et le transport.

Tous, nous avons le pouvoir de changer nos modes de consommation alimentaire et de faire des choix plus sains, pour notre propre bien comme pour celui de notre planète.

Nos systèmes alimentaires donnent à espérer.

En cette Journée mondiale de l'alimentation, engagez-vous avec nous à prendre des mesures transformatrices pour atteindre les objectifs de développement durable grâce à la mise en place de systèmes alimentaires permettant une meilleure nutrition, un meilleur environnement et une meilleure vie pour tout un chacun.

Journée internationale des filles - 11 Octobre - Message du Secrétaire général de l'ONU



La force, la santé et l'autonomisation des filles du monde entier sont des questions qui doivent être abordées chaque jour de l'année. La Journée internationale de la fille est l'occasion de s'engager à nouveau en faveur de cet impératif mondial.

Les filles d'aujourd'hui font partie d'une génération numérique. Il est de notre responsabilité de nous joindre à elles dans toute leur diversité, d'amplifier leur pouvoir et leurs solutions en tant qu'actrices du changement numérique, et de nous attaquer aux obstacles qu'elles rencontrent dans l'espace numérique.

Le chemin vers l'égalité numérique des filles est escarpé. Un écart massif dans l'utilisation de l'internet entre les régions et les générations est passé de 11 % en 2013 à 17 % six ans plus tard. Dans plus de deux tiers des pays, les filles ne représentent que 15 % des diplômés dans les matières STEM - sciences, technologie, ingénierie et mathématiques.

Les filles ont des capacités égales et un immense potentiel dans ces domaines, et lorsque nous leur donnons les moyens d'agir, tout le monde en profite. Je l'ai constaté bien avant de commencer ma carrière politique, lorsque j'étais enseignante à Lisbonne et que j'ai été témoin du pouvoir de l'éducation pour élever les individus et les communautés. Depuis, cette expérience a guidé ma vision de l'égalité des sexes dans l'éducation.

Les investissements visant à combler le fossé numérique entre les sexes produisent d'énormes dividendes pour tous. Les Nations unies se sont engagées à travailler avec les filles pour que cette génération, qui qu'elle soit et quelles que soient ses

circonstances, puisse réaliser son potentiel. La Coalition d'action pour l'égalité des générations sur la technologie et l'innovation est notre nouvelle plateforme, où les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les jeunes leaders se rassemblent autour d'initiatives et d'investissements collectifs pour soutenir l'accès, les compétences et la créativité numériques des filles.

Ensemble, faisons en sorte que les filles jouent pleinement leur rôle dans la génération numérique pour concevoir et assurer notre avenir commun.

Journée internationale de l'habitat - 4 Octobre - Message du Secrétaire général de l'ONU



Alors que nous célébrons aujourd'hui la Journée mondiale de l'habitat, les villes et centres urbains du monde entier sont pris entre deux feux, luttant tout à la fois contre la crise de la COVID 19 et contre les changements climatiques. Ils abritent actuellement 4,5 milliards d'habitantes et d'habitants, chiffre qui devrait presque doubler d'ici à 2050.

D'ici au milieu du siècle, plus de 1,6 milliard de personnes vivant en milieu urbain pourraient avoir à supporter, chaque été, des températures moyennes pouvant atteindre 35 degrés Celsius.

Le thème retenu cette année pour la Journée mondiale de l'habitat, « Accélérer l'action urbaine pour un monde sans carbone », montre bien que les villes et centres urbains sont au cœur de l'action climatique menée pour que l'objectif de 1,5 degré Celsius demeure à portée.

Les trois quarts des infrastructures qui existeront en 2050 restent à construire. Les plans de relance économique nous donnent une chance historique de placer l'action climatique, les énergies renouvelables et

le développement durable au centre des stratégies et politiques urbaines.

Si nous voulons atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici à 2050, il est essentiel que les autorités municipales montrent la voie en misant sur l'utilisation de matériaux respectueux de l'environnement et sur des bâtiments à faible consommation énergétique, résilients et alimentés par les énergies renouvelables. Elles ont tout à y gagner : moins de pollution et de risques climatiques, des emplois plus nombreux et une population en meilleure santé, goûtant davantage de bien-être.

Dans les économies émergentes, la population augmente, démultipliant les besoins de transports, qui sont à l'origine de près de 20 % des émissions mondiales de carbone. Les villes s'efforcent de répondre à la demande par des véhicules à émission zéro et des services de transports en commun. Pour soutenir ces efforts, nous devons imposer un moratoire mondial sur les moteurs à combustion interne d'ici à 2040 au plus tard.

En cette Journée mondiale de l'habitat, œuvrons ensemble pour mettre l'action urbaine durable et son potentiel de transformation au service de notre planète et de l'humanité.

Journée internationale de la démocratie – 15 Septembre – Message du Secrétaire général de l'ONU



Alors que le monde lutte pour sortir de la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences dévastatrices, nous devons tirer les leçons des 18 derniers mois pour renforcer la résilience démocratique face aux crises futures. Cela implique d'identifier et de développer des pratiques de bonne gouvernance dans les situations d'urgence - qu'elles soient sanitaires, environnementales ou financières.

Le fait de réduire au silence les femmes, les minorités religieuses et ethniques, les communautés autochtones, les personnes handicapées, les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes est un obstacle à la création de sociétés saines. La démocratie ne peut tout simplement pas survivre, et encore moins s'épanouir, en l'absence d'espace civique.

Enfin, la sauvegarde de la démocratie passe par la suppression progressive des pouvoirs et des lois d'urgence lorsque le pire de la pandémie s'estompe.

Alors que le monde lutte pour sortir de la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences dévastatrices, nous devons tirer les leçons des 18 derniers mois pour renforcer la résilience démocratique face aux crises futures. Cela implique d'identifier et de développer des pratiques de bonne gouvernance dans les situations d'urgence - qu'elles soient sanitaires, environnementales ou financières.

Cela signifie qu'il faut s'attaquer aux injustices mondiales flagrantes mises à nu par la crise, qu'il s'agisse des inégalités omniprésentes entre les sexes, des systèmes de santé inadéquats ou de l'accès inégal aux vaccins, à l'éducation, à l'internet et aux services en ligne. Outre le lourd tribut humain payé par les plus démunis, ces inégalités historiques persistantes

constituent elles-mêmes une menace pour la démocratie.

Le renforcement de la démocratie passe également par une véritable participation à la prise de décision, y compris par des manifestations pacifiques, afin de permettre aux personnes et aux communautés traditionnellement exclues de faire entendre leur voix. Le fait de réduire au silence les femmes, les minorités religieuses et ethniques, les communautés autochtones, les personnes handicapées, les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes est un obstacle à la création de sociétés saines. La démocratie ne peut tout simplement pas survivre, et encore moins s'épanouir, en l'absence d'espace civique.

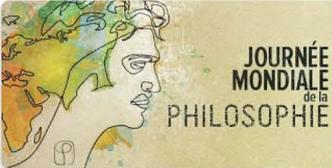
Enfin, la sauvegarde de la démocratie passe par la suppression progressive des pouvoirs et des lois d'urgence lorsque le pire de la pandémie s'estompe.

Certains États et institutions du secteur de la sécurité s'appuient sur les pouvoirs d'urgence parce qu'ils offrent des raccourcis. Avec le temps, ces pouvoirs peuvent s'infiltrer dans les cadres juridiques et devenir permanents, sapant l'État de droit et consommant les libertés fondamentales et les droits de l'homme qui servent de base à la démocratie.

Comme je l'ai souligné au plus fort de la pandémie du COVID-19, toute crise constitue une menace pour la démocratie, car les droits des personnes, en particulier les plus vulnérables, sont trop rapidement ignorés. C'est pourquoi la protection des droits en temps de crise est un élément clé de mon Appel à l'action pour les droits de l'homme.

En cette Journée internationale de la démocratie, alors que nous regardons au-delà de la pandémie de COVID-19, engageons-nous pour un avenir dans lequel nous reconnaissons les droits de l'homme et l'état de droit comme fondamentaux pour la démocratie. Engageons-nous à sauvegarder les principes d'égalité, de participation et de solidarité, afin que nous puissions mieux résister à la tempête des crises futures.

À VENIR

| | |
|--|---|
|  <p>METTRE FIN À L'IMPUNITÉ, LIBÉRER L'EXPRESSION! Dénoncer à haute voix les crimes contre des journalistes.</p> | Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes 2 Novembre |
|  <p>Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement</p> | Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement 10 Novembre |
|  <p>JOURNÉE MONDIALE de la PHILOSOPHIE</p> | Journée mondiale de la philosophie 18 Novembre |
|  <p>AFRICA INDUSTRIALIZATION DAY</p> | Journée de l'industrialisation de l'Afrique 20 Novembre |
|  <p>JOURNÉE MONDIALE DE L'ENFANCE 20 NOVEMBRE</p> | Journée mondiale de l'enfance 20 Novembre |
|  <p>Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes</p> | Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes 25 Novembre |
|  <p>Journée Mondiale de la lutte contre le SIDA</p> | Journée mondiale de lutte contre le sida 1 Décembre |
|  <p></p> | Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage 2 Décembre |
|  <p>JOURNÉE INTERNATIONALE DES VOLONTAIRES</p> | Journée internationale des volontaires 5 Décembre |

Voir plus sur : <https://bit.ly/3paMuNp>



NATIONS UNIES
SENEGAL



Le Système des Nations Unies appelle au strict respect des mesures barrières et des recommandations du Ministère de la Santé et de l'action sociale.



SCAN ME

Immeuble Wollé Ndiaye • Route des Almadies •
BP 154 Dakar, Sénégal • Téléphone : +221 33 859 67 43
<https://un.senegal.org>